

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LE
MONOPOLE POSTAL

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

J. L'HEUREUX-MOLLE

AVOCAT

MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX, RUE VIEILLE-INTENDANCE

1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LE
MONOPOLE POSTAL

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

J. L'HEUREUX-MOLLE

AVOCAT



MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUS, RUE VIEILLE-INTENDANCE

1906

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

MEYNIAL, professeur d'Histoire du Droit.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

PORTE, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Économie politique.

GIDEL, chargé de cours de Droit constitutionnel.

ROCHETTE, secrétaire.

LAURENS, professeur honoraire.

GIRAUD, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY

MM. BRÉMOND, *Président.*

MOYE,

PORTE,

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE MONOPOLE POSTAL

PREMIÈRE PARTIE HISTORIQUE DU MONOPOLE POSTAL

1° L'Antiquité

Lorsque les hommes, délaissant la vie nomade, eurent constitué des agrégats de famille ou de société, ils se sentirent le besoin de correspondre entre eux, d'échanger des nouvelles et de nouer des relations que commandaient à la fois l'intérêt et le sentiment. Aussi rencontrons-nous des traces d'organisation postale dans les civilisations les plus reculées, en Chine, dans les Indes, en Égypte, où fonctionnait, selon les dires de Diodore de Sicile, un service régulier de courriers royaux.

Chez les Perses, une véritable administration postale fut créée par Cyrus ; ainsi que l'affirment Xénophon et

Aristote, elle comprenait des messagers, des conducteurs de chars et de chevaux, des aides et des relayeurs. Les routes étaient divisées en relais, et les nouvelles transmises de courrier à courrier sans retards et sans interruptions. Ce fut par cette voie postale que Xerxès fit connaître à la Perse la nouvelle de la défaite de Salamine. L'organisation élamique constituait un monopole réservé aux besoins particuliers du Roi et de ses gouverneurs ; des pénalités sévères étaient édictées contre ceux qui, dans un intérêt privé, auraient usé de ce service postal (1).

En Grèce, il n'exista jamais d'organisation postale proprement dite. Les nouvelles publiques, selon les besoins et les circonstances, étaient portées par des messagers volontaires et improvisés, et c'est ainsi que le peuple athénien apprit la victoire de Marathon. Quant aux nouvelles privées, elles étaient confiées à des esclaves, qui, plus ou moins fidèlement, les transmettaient aux destinataires indiqués.

D'un territoire restreint, divisée en une multitude de petits Etats indépendants, la Grèce avait pu se passer d'une organisation postale régulière. Il n'en fut pas de même à Rome, dont la domination s'étendit rapidement à toute l'Italie et plus tard jusqu'aux confins du monde. Suivant Suétone et Festus Pomponius (2), Auguste doit

(1) Voyez HÉRODOTE, de *Urania*. — XÉNOPHON : la *Cyropédie*. — ARISTOTE, *Traité du monde*.

(2) SUÉTONE, in *Augusto*, chap. XLIX : « Quo celerius et sub manum annuntiari, cognoscique posset, quod in provincia quoque generetur, juvenes primo modicis intervallis per militare vias, dehinc vehicula disposuit ».

FESTUS POMPONIUS, opera : « Quæ mox ut scripta sunt, velocissimi tanquam ab avibus deferuntur ».

être considéré comme le fondateur de la poste romaine (*Cursus publicus*). Avant lui, il n'existait qu'un service rudimentaire, fait par des jeunes gens, qui, à pied, franchissaient des distances parfois considérables. Ce système, quelque peu primitif, ne put convenir aux besoins toujours croissants de la Ville éternelle ; on comprit qu'il était de toute nécessité d'organiser d'abord autour du bassin méditerranéen un service postal régulier. La réfection des routes s'imposait : on l'entreprit immédiatement. Toutes les voies de communication entre les diverses provinces de l'Empire furent reconstruites et pavées de carreaux de pierre, ainsi qu'en témoignent encore les vestiges de la voie de Rome en Espagne par Gênes, Marseille, Narbonne et les Pyrénées. Les routes furent ensuite divisées en milles, et le point de départ des voies impériales eut pour consécration officielle une colonne placée à Rome devant le temple de Saturne et dénommée *Milliaire dorée*.

Pour compléter ce service postal, on édifia de distance en distance des *mutationes*, dans lesquelles des *veredarii* ou postillons tenaient des chevaux de poste sellés en permanence ; il y avait aussi à chaque relai des *hôtelleries* (*mansiones*) où les voyageurs pouvaient se reposer et prendre leurs repas. Ces *mansiones* étaient gérées par des particuliers adjudicataires et surveillées par les *manicipes*, qui, au nom de l'autorité impériale, visaient les passeports des voyageurs. Il arrivait assez fréquemment, en effet, que l'Empereur accordait à certaines personnes, comme marque de haute distinction, le droit d'employer pour leur usage particulier le *Cursus publicus*. Très recherché par les membres de l'aristocratie romaine, ce

droit était confirmé dans des actes spéciaux, revêtus du sceau de l'Empire (*diplomata tractatoria*) (1).

A côté de ce service postal ordinaire, fait en char ou à cheval, on institua plus tard, sous Dioclétien, un service spécial beaucoup plus rapide que le précédent et exclusivement réservé aux messages impériaux. Il était assuré par les *cursores regii*, qui montaient des chevaux de première force non accouplés (*equi singulares*).

Véritable poste d'Etat, le *Cursus publicus* avait surtout pour but de faire parvenir dans les provinces les ordres de l'Empereur, et réciproquement de rapporter à Rome les renseignements que les fonctionnaires impériaux communiquaient à l'administration centrale. Ce service postal constituait donc un privilège de l'autorité impériale, qui seule avait le droit d'en user. Les particuliers, — sauf ceux munis de *diplomata* — ne pouvaient se servir du *Cursus publicus*, et cette prohibition était sanctionnée par des peines sévères : l'emprisonnement et même la mort (2).

Comme tant d'autres institutions de l'Empire Romain, le *Cursus publicus* sombra dans le flot des invasions barbares.

2° Le Moyen-Age

Ce n'est qu'en 807, sous le règne de Charlemagne, que nous retrouvons un essai de réorganisation des Pos-

(1) Voyez DURUY : *Hist. des Romains*, t. I. — DE LA MARE : *Traité de la Police* (Paris, 1738), t. IV. — A. BELLOC : *les Postes françaises*. — Pour la formule-type des *diplomata tractatoria*, consultez le *Recueil de Marculfe*.

(2) Voyez PLINÉ LE JEUNE : *Epistolæ*.

tes (1). Prenant pour point de départ la ville d'Auxerre (Autissiodurum), le grand Empereur entreprit de réparer les anciennes voies romaines qui conduisaient en Espagne, en Italie et en Allemagne. Il établit ensuite trois services postaux destinés à le mettre en communication permanente avec ces trois pays dépendants de l'Empire ; c'est par cette voie que les missi dominici lui transmettaient leurs rapports et c'est ainsi qu'il put exercer un contrôle sérieux sur les actes de tous les agents impériaux. Mais, à la mort de Charlemagne, l'Empire d'Occident s'écroula avec le sublime génie de celui qui l'avait édifié : la Féodalité, à l'esprit morcellaire et séparatiste, ne pouvait concilier ses desseins avec l'œuvre du vieil Empereur. A partir de ce moment, les seigneuries féodales se constituent, innombrables et opposées ; la terre se lézarde de fossés profonds, que l'unité chrétienne est souvent impuissante à combler ; l'Europe n'est plus qu'un amas chaotique de comtés, de duchés et de seigneuries. La Royauté française, étroitement enserrée dans son Ile-de-France, fait des efforts surhumains pour conserver son autorité et son prestige : les vassaux de la Couronne ne sont que des révoltés ; partout, c'est la guerre intestine, le vol à main armée, la spoliation insolente et barbare (2).

On comprend qu'un pareil état social était peu fait pour faciliter une réorganisation des Postes. Aussi, tant que dura le morcellement de l'Empire, tant que l'esprit féodal n'eut pas trouvé, pour le maîtriser, l'autorité inlassable des Rois de France, ce fut dans notre pays un heurt

(1) DE LA MARE : *Traité de la police*, t. IV. — F. ILWOFF : *Histoire des Postes*. — H. MARTIN : *Hist. de France*.

(2) Voy. H. MARTIN : *Hist. de France*. — V. DURUY : *id.*

continuel de droits et d'ambitions, une confusion inexplicable d'autorités et de hiérarchies. Mais, grâce à leur esprit persistant et obstiné, grâce à leur volonté tenace et audacieuse, les seigneurs de l'Ile-de-France parvinrent enfin à dompter quelques-uns de leurs vassaux et ce fut sous l'heureuse influence de ces premiers résultats de centralisation que l'on put songer à réorganiser le service postal.

Certes, l'industrie du louage de chevaux n'avait jamais complètement disparu. Beaucoup de seigneurs féodaux avaient même conservé le titre honoraire de *veredarius*. Mais il faut arriver jusqu'à Louis IX pour retrouver un véritable essai de réorganisation postale : une ordonnance de 1254 (1) réglemente, en effet, pour les sénéchaux du royaume le droit de réquisitionner des chevaux de poste et le même acte fait défense aux lieutenants du Roi de se servir des montures appartenant aux pauvres, aux marchands ambulants et aux ecclésiastiques.

A côté de ce service postal exclusivement réservé aux besoins de l'administration royale, les confréries religieuses, déjà depuis longtemps, avaient établi des services particuliers destinés au transport des lettres et des objets (2). C'est ainsi notamment que le célèbre couvent de Cîteaux, créé en 1098 par Robert de Molesme, avait organisé à travers l'Europe un service régulier de poste. Cet exemple fut suivi par beaucoup d'autres confréries, entr'autres par les Bénédictins de Cluny et plusieurs abbayes du Bas-Languedoc (3).

(1) Voy. *Recueil général des anciennes lois* de MM. JOURDAN et DICRUZY, vol. I. Cette ordonnance fut publiée en latin et en langue d'oïl.

(2) Au VII^e siècle, le roi Clotaire avait déjà accordé au couvent de Corbie le droit d'exploiter le transport des objets et des missives.

(3) Voy. BELLOC : *Op. cit.*

Les corporations, à leur tour, instituèrent dans les villes même où elles se trouvaient des services de transport et de livraison et rapidement elles étendirent leur exploitation aux villes environnantes. Mais, pour sauvegarder leur indépendance, les corporations se virent dans la nécessité d'écarter le public de leur organisation postale et de n'en accorder l'usage qu'aux artisans régulièrement inscrits dans les corps de métiers (1).

Ces divers services postaux commencèrent à décliner dès le XI^e siècle et ce fut alors que l'Université de Paris jeta les premières bases d'un service régulier de poste. Est-il utile de rappeler ici les nombreux privilèges dont jouissait l'Université ? privilège de juridiction, exemption des dîmes et des tailles, exemption de l'host, etc. Toutes ces faveurs accordées à l'Université par les Rois de France n'étaient, d'ailleurs, que la juste récompense des services qu'elle avait rendus à la Couronne, durant les luttes mémorables contre les papes et les seigneurs féodaux. C'était l'Université qui avec beaucoup de science et d'habileté avait fait du pouvoir royal un dérivé naturel de l'imperium romanum : la Royauté française ne pouvait oublier cette précieuse contribution des juristes universitaires et c'est pourquoi elle se plut à confirmer à maintes reprises les divers privilèges des « Maîtres et Escholiers de France ».

Les besoins personnels des membres de l'Université nécessitèrent bientôt l'établissement d'un service postal : tous, étudiants et professeurs, avaient, en effet, à cœur de conserver les relations nouées durant leurs « voyages d'escholiers » ; c'est dans ce but que furent institués les

(1) BULGÉINS : *Historia Universitatis*.

«Petits Messagiers». Désignés à l'origine par le Recteur, qui s'assurait de leur moralité, les Petits Messagers étaient chargés de porter en province et à l'étranger «les lettres, effects, hardes et sacs des gens d'Université» (1). Pour s'acquitter de cette mission, ils usaient de tous les moyens de transport qu'ils rencontraient sur leur route : barques, chevaux, diligences, etc., si bien que le Parlement dut intervenir plusieurs fois pour mettre un terme à de si brutales réquisitions. Les délinquants furent dépouillés de leur charge ou frappés de fortes amendes. Il arrivait aussi très fréquemment que ces messagers étaient assaillis par des détrousseurs de grand chemin : ces faits devinrent même si courants que les étudiants portèrent plainte au Recteur, et pour obvier à de tels inconvénients, l'Université décida la création d'un nouveau service, celui des Grands Messagers. Le rôle de ceux-ci consistait à recevoir les lettres et paquets des étudiants et à les transmettre aux lieux de destination par l'entremise des Petits Messagers. Dans la suite, les Grands Messagers, choisis généralement parmi les bourgeois de Paris, s'érigèrent en banquiers des membres de l'Université et, à la faveur de leur titre, se livrèrent à des abus d'usure (2).

Par des lettres patentes en date du 28 février 1296, Philippe le Bel accorda sa protection royale aux Messagers de l'Université. En 1297, les maîtres et écoliers de Paris furent affranchis des droits de péage et de passage. En 1303, le même privilège fut étendu aux familles des étudiants voyageant avec eux. Enfin, en 1314, Philippe le

(1) BULGEINS : *Historia Universitatis*, t. I.

(2) Voyez BULGEINS : *Op. cita*, t. III et V.

Bel enjoignit aux agents royaux de protéger contre tout grief les Messagers de l'Université.

Ces diverses faveurs furent entièrement confirmées par Louis X en 1315, et par Charles VII en 1436. Mais déjà, sous l'impulsion des légistes, la Royauté s'affirmait comme la seigneurie éminente de la Féodalité : elle s'efforçait de tourner à son profit exclusif l'application des règles féodales et de détruire ainsi la puissance des grands vassaux liés à elle par l'étroite hiérarchie de ce système social.

Afin de correspondre aisément avec les agents qu'elle envoyait dans les provinces reconquises sur les seigneurs féodaux, la Royauté institua de bonne heure un service de Messagers royaux. Nous retrouvons les traces non équivoques de cette organisation dans un établissement de Louis IX, de 1254 (1), acte dans lequel il est fait défense à tous les sujets du royaume de réquisitionner des chevaux contre le gré du propriétaire, si ce n'est pour le service royal. Il est à présumer cependant qu'il n'existait pas encore à cette époque un service régulier de poste. Ce ne fut que sous Louis XI, en 1464, que fut officiellement instituée la Poste Royale : cet édit sur les Postes mérite de retenir particulièrement notre attention, et nous croyons qu'il est intéressant, au point de vue historique, d'en donner une analyse succincte.

1^o Personnel du Service des Postes

L'édit de Louis XI, dans son article 4, crée d'abord une charge de Conseiller Grand Maître des Coureurs

(1) *Recueil général des anciennes lois de MM. Jourdan et Degruzy*, vol. I.

de France. Ce haut fonctionnaire, placé auprès du Roi, a la direction générale du service, dont les détails d'exploitation sont confiés pour leur prompte et sûre exécution à des Maîtres Coureurs (art. 5) ; ces derniers ont pour rôle principal de faire transmettre par la voie des Courriers royaux les lettres et dépêches qui leur sont adressées.

Dans l'accomplissement de ses fonctions, le Grand Maître des Coureurs (art. 18) doit apporter la fidélité et la discrétion qui conviennent à la place importante qu'il occupe. Le texte de l'édit (art. 19) semble même faire une part aux qualités naturelles que l'on est en droit d'exiger de ce fonctionnaire, qui non seulement est un personnage officiel, mais encore un véritable agent de surveillance, entièrement dévoué aux desseins politiques du Roi. L'article 20 met en évidence ce rôle délicat du Grand Maître des Postes, et tout fait supposer qu'il est l'œuvre personnelle de Louis XI, dont il reflète l'esprit inquiet et soupçonneux. En revanche, le Grand Maître est largement récompensé de ses peines ; il a un traitement fixe de 800 livres parisis, plus les droits et émoluments accordés d'ordinaire à tout officier de la Maison royale, plus enfin une pension annuelle de 1000 livres (art. 22 et 23). Quant aux Maîtres Coureurs (art. 24), il leur est alloué un traitement de 50 livres tournois ; les commis reçoivent chacun 100 livres. Toutes ces sommes sont prises sur la cassette royale et non sur les deniers publics (art. 22).

2° *Monopole postal*

Selon le texte très précis des articles 1 et 9 de l'édit, la Poste royale est un service exclusivement réservé aux affaires royales ; les Maîtres Coureurs ne doivent accepter que les lettres échangées entre le Roy et les agents de la Couronne. Il y a donc une analogie complète entre le régime postal de l'édit de 1464 et le *Cursus publicus* de l'Empire Romain. On peut définir ces services : des monopoles à privilège.

Aux termes des articles 6, 14, 15 et 16, le Grand Maître est chargé de dresser les certificats et passeports, établissant la qualité des courriers et leurs privilèges. Comme à Rome, la peine de mort est la sanction du monopole privilégié (art. 9). Cependant, l'édit de 1464 étend exceptionnellement l'usage du service royal au pape et aux princes étrangers. Ces tempéraments à la rigueur du principe s'expliquent par des raisons de convenances diplomatiques et surtout par les desseins secrets de Louis XI, qui, en concédant aux princes et au pape l'usage de la poste française, comptait, le moment venu, au nom de cet intérêt supérieur dont parle l'article 13, s'emparer de leur correspondance, en connaître le contenu et déjouer ainsi toutes les menées de ses adversaires (1).

(1) L'article 13 de l'édit porte, en effet, que les courriers seront visités par les commis du Grand Maître et tenus d'exhiber leurs lettres pour savoir si elles ne contiennent rien qui porte préjudice au service du Roi. Ce droit d'investigation ne pouvait avoir de réel intérêt que pour les correspondances des personnalités étrangères, qui étaient ainsi mises à la libre disposition du Roi. C'était la consécration officielle de ce qu'on devait appeler

3° *La Franchise*

Tous courriers et toutes personnes envoyées de la part du Roi doivent payer la taxe réglementaire (art. 6). Ces taxes sont fixées par l'art. 26 à dix sols par quatre lieues. Le Roi seul a le libre et gratuit usage du service (art. 17).

4° *Fonctionnement du Service*

De quatre en quatre lieues, les Maîtres Coureurs tiennent des relais, dans lesquels quatre ou cinq chevaux sont prêts à être montés par les courriers royaux ; ceux-ci doivent présenter au visa des Maîtres Coureurs leurs titres et passeports, pièces dont l'art. 15 de l'édit nous donne la formule générale et qui, le voyage terminé, sont retranscrites sur un registre tenu par le Grand Maître des Coureurs en son bureau central (art. 16). En même temps qu'ils visent les pièces des courriers, les Maîtres Coureurs doivent coter l'heure où les lettres et paquets leur sont remis. Afin de prévenir toute fraude, les courriers sont astreints à passer dans les villes frontières et les Maîtres Coureurs desdites villes font, sur les passeports, mention de ce passage ; la sanction de cette obligation est la confiscation de corps et de bien, édictée par l'art. 12.

plus tard le cabinet noir, avec toutefois cette différence que l'édit de 1464 exprime ce droit de l'Etat en termes précis, tandis que les gouvernements modernes usent de la même liberté, sans l'avouer publiquement et sans vouloir même le reconnaître.

Telles sont les lignes essentielles de l'organisation postale, créée par Louis XI. Dès les premières années de son fonctionnement, ce service acquit une légitime renommée tant pour la rapidité des transmissions que pour la sécurité des objets qui lui étaient confiés. C'est dire qu'une rivalité acharnée ne tarda pas à naître entre la Poste Royale et les organisations ayant le même but. L'institution de Louis XI eut vite raison des services particuliers faits par les confréries ou les corporations; mais la Poste universitaire, soutenue par les étudiants, les professeurs, les bourgeois, trouva dans les adversaires de tout genre du pouvoir royal une clientèle dévouée et prospère; jalouse des privilèges qui lui avaient été concédés, elle résista aux prétentions de la Poste Royale et c'est cette lutte fort intéressante dont nous allons retracer les phases principales.

La Royauté porta le premier coup: par une ordonnance en date du 3 mars 1489, Charles VIII restreignit le nombre des Messagers de l'Université à un par diocèse français; pour les pays étrangers qui avaient des étudiants à Paris, le nombre des messagers fut réduit à un par diocèse (1). L'Université protesta énergiquement contre cette mesure rigoureuse, mais Charles VIII ne tint aucun compte de ces réclamations et assura l'exécution intégrale de son ordonnance.

Malgré la surveillance exercée par les officiers royaux, il arrivait fréquemment que des courriers étrangers au service du Roi usaient sans droit des chevaux appartenant aux Maîtres Coureurs. Pour mettre un terme à ces

(1) La même ordonnance réduisit le nombre des courriers de 234 à 120 et érigea ces emplois en offices pour le plus grand profit de la Couronne.

abus, un édit de 1509 régleta le port des insignes royaux qui distinguaient les courriers officiels des Messagers de l'Université : défense était faite aux particuliers de toute condition d'arborer sur l'épaule les armes du roi et ce sous peine d'une forte amende. Cette prohibition visait surtout les courriers de l'Université qui, en cours de route, ne se faisaient aucun scrupule d'usurper les insignes des messagers royaux, afin de se procurer, sans bourse délier, des chevaux et des vivres.

Dès son avènement, François I^{er} parut vouloir se réconcilier avec l'Université, en confirmant par lettres patentes d'avril 1515 les privilèges et franchises de la docte compagnie. Cependant, un édit de 1525 ouvrit une série de réformes faites toutes en faveur de la Poste Royale : par cet acte public, François I^{er} ordonna d'abord aux greffiers de justice de ne confier les pièces de procédure en cours devant le Parlement qu'aux Messagers royaux. Cet avantage passa sans doute inaperçu : mais il ne tarda pas à devenir un privilège des plus précieux, dont les gens de justice demandèrent eux-mêmes le maintien absolu.

Le deuxième acte important du règne de François I^{er} fut, en 1527, l'établissement d'un monopole d'exploitation en faveur des Chevaucheurs qui, seuls, purent fournir des chevaux aux courriers du Roi.

Enfin, par un édit de 1539, par des lettres patentes de juin 1543 et par une ordonnance de septembre même année, François I^{er} accorda des exemptions de guet et d'impôts en faveur des Messagers royaux et des Maîtres de Poste.

Une ordonnance rendue en 1573 par Charles IX confirma d'une façon expresse l'obligation pour les greffier

de confier « les sacs de procès » à la Poste Royale, sous peine de quadruple et de suspensions. Ce texte est la première consécration du monopole postal d'Etat et, à ce titre, il devait retenir notre attention. Désormais, la Royauté se fondera sur le principe de cette ordonnance pour diminuer le champ d'action de la Poste Universitaire et la priver progressivement des privilèges qui faisaient sa force et son orgueil.

Le successeur de Charles IX, Henri III, par lettres patentes d'octobre 1575 et par une ordonnance d'août 1576, commença sur les lignes de Paris à Rouen et à Orléans de monopoliser au profit d'industriels désignés par lui le transport des voyageurs et des marchandises (service des Coches royaux) (1). Un nouvel édit de novembre 1576 confirma les droits et franchises des courriers royaux (Chevaucheurs de l'Ecurie) et institua au siège de chaque baillage ou sénéchaussée ressortissant du Parlement un ou deux offices de « Messagers ordinaires ». Ces messagers devaient fournir un cautionnement de 500 livres et prêter serment devant le Parlement de remplir fidèlement leurs fonctions. C'est à eux que les greffiers civils ou criminels devaient remettre quotidiennement les sacs de procès et toutes autres pièces de justice. Un registre spécial, tenu par les greffiers, relatait le nombre et l'importance de ces remises ; de leur côté et pour faciliter le contrôle, les Messagers ordinaires prenaient note de ces opérations sur leur livre de route. Pour plus de précaution encore,

(1) Ce privilège des coches royaux ou voitures publiques, malgré les vives protestations du Tiers-Etat à Blois (1576), se maintint jusque sous Louis XVI (1775).

les sacs étaient remis scellés et devaient porter sur une étiquette fixe les noms des parties en procès, leur domicile et leur profession. Défense expresse était faite aux messagers d'ouvrir les sacs qui leur étaient confiés, sous peine de « privation d'état et de punition corporelle ». Les greffiers du Parlement avaient ordre de refuser les sacs de procès qui leur arriveraient par des voies autres que celle des Messagers ordinaires, et cette obligation était sanctionnée par une amende de 500 livres tournois ; la même amende frappait ceux qui se livraient au transport frauduleux des sacs de procédure.

Nous avons insisté sur la réglementation établie par l'édit de 1576, afin de préciser le monopole d'État que cet acte consacre pour le transport des sacs de procès. Il faut ajouter aussi que le texte de 1576 édicte officiellement la mise à la disposition du public des services de la Poste Royale. A l'avenir, les départs et retours des messagers auront lieu à jour fixe ; le transport des lettres et objets sera assuré pour tous d'une façon régulière suivant un tarif officiel (1) fixé pour le ressort de chaque Parlement. Désormais donc, en acquittant des taxes relativement minimales, le public pourra faire parvenir en France et même à l'étranger papiers, marchandises, or et argent, lettres, missives, etc. La Poste remplit, en un mot, sa véritable mission : elle va aider puissamment au développement du commerce, multiplier les relations entre les individus et, dans une large mesure, par la fréquence et la rapidité des courriers, apporter une précieuse contribution à l'œuvre de l'unité nationale.

(1) 10 deniers pour une lettre et sa réponse. — 15 deniers pour un paquet de trois ou quatre lettres. — 20 deniers pour tout paquet supérieur à une once.

L'édit de 1576, dont nous venons d'indiquer l'économie générale, avait créé pour les Messagers ordinaires, qu'il instituait auprès de chaque baillage, de véritables emplois à commission. Les titulaires de ces charges devaient donc acquitter une «finance», dont le montant fut déterminé par une déclaration royale datée de mai 1582. Cet acte, conçu dans les termes les plus larges, étendait à tous les messagers sans exception l'obligation de verser une certaine somme représentative de la valeur de l'office : les courriers de l'Université tombaient donc sous l'application du texte de 1582. Malgré les avertissements donnés par les officiers royaux, la Poste universitaire résista aux injonctions du pouvoir central et refusa nettement de verser une somme quelconque. L'Université en corps répondit à Henri III en arguant de ses privilèges antérieurs et de la faculté pour elle de se soustraire à l'application du droit commun. A ces prétentions fondées en partie, mais cependant quelque peu exagérées, la Royauté para par des arguments de principe que lui avaient fournis les légistes même de l'Université, et la lutte se poursuivit ainsi jusqu'à l'avènement de Henri IV.

Selon l'usage établi, des lettres patentes de juin 1594 confirmèrent d'abord les privilèges de l'Université. Vivement sollicité par les étudiants et les maîtres, Henri IV promit d'accorder toute sa bienveillance à l'Université, dont l'esprit indépendant semblait devoir fort convenir aux tendances libérales du Bon Roi. La difficulté relative aux provisions des courriers fut de nouveau agitée, remise en discussion, et, enfin, par une déclaration d'août 1598, Henri IV trancha la question au profit de l'Université. En considération des services rendus par «la fille de la Couronne», les courriers de l'Université conservaient la

jouissance pleine et paisible de leurs offices ; ils étaient exempts du paiement de toute finance, reconfirmés dans les privilèges de leurs fonctions, et le trésor royal devait opérer le remboursement des sommes qui avaient pu être perçues en application du texte de 1582.

Par ces décisions qui comblaient les désirs de l'Université, Henri IV avait voulu surtout s'attirer les sympathies de ces escoliers, dont les clameurs joyeuses avaient accompagné son entrée dans Paris. Mais tant de faveurs ne pouvaient qu'exciter la jalousie des courriers royaux : ces derniers présentèrent des doléances pressantes et nombreuses à Guillaume de la Varenne, contrôleur général des Postes Royales, qui, pour calmer les esprits, proposa à Henri IV une concession en faveur des Messagers royaux : l'édit de 1597 fut révoqué en tant qu'il avait institué un service spécial de relais et, sous l'autorité du contrôleur général, furent réunis les deux services, Postes et Relais. Cette concentration de toute l'administration des transports dans une même main donna une sérieuse prépondérance à l'institution royale et lui permit de lutter avec plus d'avantages encore contre le service postal de l'Université.

Henri IV mourut en 1610, après avoir perfectionné jusque dans ses moindres détails le service des postes et surtout celui des relais. Son successeur Louis XIII, suivant la tradition, confirma dès son avènement les droits de l'Université. Cette ratification était ainsi devenue un acte de style, un simple don de joyeux avènement fait par le prince à sa glorieuse fille. Mais tandis que la Poste universitaire restait attachée à ses anciennes pratiques et, ne faisant aucun progrès d'organisation, perdait fatalement de son prestige, les Postes Royales, sous l'habile

initiative du contrôleur général d'Alméras, perfectionnaient leurs moyens de transport ; des courriers à jours fixes étaient établis à Paris et dans les grandes villes de la province. Commencée en 1622, cette réforme était terminée en 1627 et se clôturait par l'élaboration d'un règlement sur les taxes, les articles d'argent et les valeurs cotées. Grâce à ces mesures et à une réglementation très minutieuse du service, le public put en toute sécurité user de la Poste Royale ; les recettes augmentèrent dans une proportion étonnante et il fallut créer tous les ans de nouveaux postes de courriers.

Cependant que le public rendait ainsi hommage au zèle et au dévouement des fonctionnaires royaux, les gouverneurs de province, les lieutenants généraux discréditaient les services de la Poste Royale et refusaient d'user de cette voie pour correspondre avec Paris. D'Alméras comprit le danger que de pareilles abstentions pouvaient faire naître, et pour en détruire le fâcheux effet sur l'esprit versatile du public, il obtint du Roi un édit qui enjoignait aux gouverneurs, lieutenants généraux et autres officiers de remettre à la Poste Royale tous les messages et paquets adressés au Roi, au Garde des sceaux et au Surintendant des finances (janvier 1629).

Le développement considérable de la Poste Royale, la faveur dont elle jouissait auprès du public ne tardèrent pas à faire naître de nouveaux incidents et à soulever les protestations des courriers de l'Université. Ceux-ci pensèrent que, pour enrayer de pareils progrès, le plus sûr moyen était de frapper un grand coup et d'attirer par une bonne réclame l'attention du public. L'un d'entre eux, François Guyot, eut l'idée d'ouvrir à Paris des bureaux de poste et d'afficher son privilège exclusif pour le trans-

port des correspondances. De telles prétentions étaient en contradiction flagrante avec les édits royaux : Jean Bour-sault, messenger ordinaire de la ville de Bourges, assigna Guyot devant le bailli de la dite ville : vu l'importance du procès engagé, ce magistrat déclina sa compétence et requit l'intervention du Parlement de Paris. Celui-ci instruisit l'affaire et rendit un arrêt par lequel il reconnaissait à Guyot le droit de transporter de Paris à Bourges «les lettres, argent et autres choses dont il serait requis par les régents et escholliers de la dite Université étant du diocèse de Bourges», mais il était fait défense à Guyot de transporter les lettres et paquets d'autres personnes. En un mot, l'arrêt confirmait, en le limitant, le privilège spécial de l'Université, mais il refusait à ses courriers le droit général de transport et, *a fortiori*, un privilège exclusif.

Quelques années plus tard, en 1632, une nouvelle difficulté surgit entre l'Université et le pouvoir central : un édit récent venait d'ordonner la vente des offices de courriers royaux dont les titulaires refusaient d'acquitter le droit de succession. Louis XIII, avec raison, voulut étendre les prescriptions de cet édit aux Messagers de l'Université. Ceux-ci protestèrent, rappelant la déclaration de 1598 ; le roi insista et l'affaire vint de nouveau devant le Parlement de Paris, qui, malgré les observations du Procureur général du Roi, confirma les droits de l'Université, en considération des services qu'elle avait rendus aux membres même du Parlement (1640).

Ces diverses décisions du Tribunal suprême diminuaient maladroitement le prestige de l'institution royale : pour réparer ces atteintes, Louis XIII, en 1634, créa trois charges nouvelles de contrôleurs généraux et prescrivit

à ces fonctionnaires, selon l'ordonnance de 1488, de proportionner le nombre des courriers de l'Université au nombre des courriers royaux. L'Université protesta si énergiquement contre cette mesure qu'elle ne fut point appliquée.

Un nouvel incident naquit en 1640 : Drappier, adjudicataire des charges des Messagers du Roi, tenta de brider les prétentions de la Poste universitaire. Dans ce but, il dévia de sa voie normale une difficulté surgie entre lui et l'Université, et, refusant la compétence du Parlement, dont il soupçonnait la partialité, il porta la question devant le Conseil du Roi. Son espérance fut malheureusement déçue, car la décision qui intervint lui dénia le droit exclusif des messageries. L'arrêt déclarait que les courriers de l'Université étaient maintenus dans tous leurs droits, qu'ils pouvaient transporter les lettres, objets et personnes sans distinction de provenance ou de destination, fournir des chevaux et des vivres, établir des bureaux de poste à Paris et dans les autres villes. Le Conseil du Roi consacrait ainsi la rivalité des deux services et l'aggravait de droits exorbitants reconnus à la Poste universitaire ; les avantages accordés à la Poste Royale depuis Louis XI étaient annihilés.

Ce n'est qu'avec Louis XIV et ses tendances de centralisation à outrance que la Poste Royale put enfin reconquérir sa situation privilégiée : un édit de 1643 créa deux charges de Messagers royaux dans toutes les villes et bourgs où il n'en existait point encore. Défense fut faite aux courriers de l'Université de mettre des chevaux de traite en traite, sous peine de confiscation. Ces mesures ruinaient les espérances de l'Université, qui, deux jours plus tard, était encore dépouillée de ses plus anciens

privilèges. Un édit de décembre 1643 déclarait, en effet, que les fonctions des courriers de l'Université seraient réduites et réglées selon l'arrêt du Conseil de 1640, en remboursant à l'Université une somme de 40.000 livres en un seul paiement et en lui payant le même revenu que celui qu'elle recevait de ses propres fermiers. L'Université avait un délai de un mois pour accepter ou refuser ces offres. A défaut d'acceptation, les sommes offertes devaient être consignées et les courriers de l'Université privés de leurs charges. Une vive opposition accueillit cette réforme, et la discussion dura jusqu'en 1655, où la question se présenta de nouveau à propos des contrôleurs-poseurs, dont on demandait la suppression. Un édit de mars 1655 confirma les dispositions de l'acte de 1643 : remboursement à l'Université des 40.000 livres sus-indiquées et suppression de ses privilèges postaux, à l'exception toutefois de celui en faveur des régents et écoliers de l'Université. La déclaration de 1488 était donc respectée, mais son application étroitement limitée.

Les Messagers de l'Université résolurent de protester auprès du Parlement, qui, autrefois, avait accueilli leurs réclamations avec tant de bienveillance. De son côté, le surintendant général des finances porta le litige devant le Conseil d'Etat, qui, par un arrêt d'avril 1661, décida que les Messagers royaux et les courriers de l'Université partiraient de Paris et des autres villes à jours fixes, qu'ils marcheraient à petites journées entre deux soleils et ne pourraient point aller en poste la nuit, sous peine de confiscation, d'emprisonnement et de dommages.

Depuis quelques années, les relations postales avaient acquis une telle importance que le pouvoir central était

Impuissant à régler tous les détails de cette organisation : départ des courriers, taxes d'affranchissement, contrôle des opérations, etc. Pour ne point compromettre les résultats déjà donnés, Louvois pensa qu'à l'exemple de l'Université, il fallait mettre en ferme les produits des services postaux. Ce projet fut soumis au Roi, qui le ratifia en mars 1672, en nommant Lazare Patin fermier général des Postes. Patin paya au trésor une somme globale de 3 millions 700.000 livres, se décomposant de la façon suivante : 1 million comptant, 1 million destiné à indemniser les maîtres courriers, et 1 million 700.000 livres payables en 12 mois par fractions égales.

Lazare Patin, qui avait versé entre les mains du Roi des sommes aussi considérables, voulut s'assurer la jouissance de ses droits : les abus et les fraudes qu'il découvrit l'incitèrent à s'adresser au Conseil d'Etat, qui, sur sa requête et au nom du Roi, défendit à tous les cochers et maîtres de carrosses de se livrer au transport des lettres et paquets. Une seule exception était faite pour les lettres de voiture des marchandises qui leur étaient confiées. Les contraventions constatées étaient punies d'amendes (1.500 livres), de confiscations et de dommages-intérêts.

Malgré cette décision, les abus continuèrent, et Patin, confirmé en 1676 comme fermier général des Postes, dut, en juin 1678, faire rendre par le Conseil du Roi un nouvel arrêt, dont il est intéressant de reproduire ici les principales dispositions :

...Art. IV : « Interdiction à toutes personnes de porter aucunes lettres, ni paquets de lettres fermées, sans la permission expresse du sieur Patin, sous peine de 100 livres d'amende pour chaque contravention, dont un tiers pour

l'hôpital le plus voisin, un tiers au dénonciateur, et le dernier tiers au dit Patin.

Art. V. Faculté laissée aux Messagers royaux non encore remboursés de leurs charges et aux Messagers de l'Université, aux baux desquels le fermier général n'aurait pas été subrogé, de continuer à porter des lettres dans les conditions prescrites par les règlements.

Art. VI. — Interdiction à tous rouliers, coquetiers, poullaliers, muletiers et autres voituriers, de porter d'autres lettres que des lettres de voiture délivrées ouvertes, indépendamment de leurs marchandises.

Art. XIX. Fait Sa Majesté défense à toutes personnes de troubler le dict Patin dans l'exercice et fonction des messageries dont il aura remboursé la finance ou de celles dont il est en possession, en vertu d'arrêts ou ordonnances des Commissaires généraux, sous les peines portées dans les arrêts et règlements».

Quoique menacés de lourdes amendes, de confiscations et même de peines corporelles, les courriers de l'Université persistèrent encore à affermer leurs charges. Patin revint en 1681 devant le Conseil d'Etat, qui, par un arrêt longuement motivé, fit défense expresse à tous les messagers, cochers, bateliers, rouliers, etc., de se charger du transport des lettres et paquets. L'exception pour les lettres de voiture était maintenue, à condition que ces lettres fussent ouvertes et relatives aux objets transportés. La nouvelle décision du Conseil d'Etat accordait à Patin et à ses mandataires autorisés un droit de visite et de perquisition sur les personnes et les véhicules qu'il pouvait soupçonner en état de fraude. Les contraventions ainsi constatées donnaient lieu à une amende, à des dommages-intérêts et, en cas d'insolvabilité, les délinquants encouraient la peine du fouet ou de la fleur de lys.

Armé de ces moyens de coercition, Lazare Patin parvint à faire respecter ses droits et à exploiter librement le privilège de sa ferme. Cependant l'Université n'avait pas encore perçu des fermiers généraux le remboursement des contrats qui la liaient à ses propres fermiers. Après de multiples réclamations, satisfaction fut enfin donnée par le fermier général Coulombier : l'Université reçut une somme de 47.000 livres qu'elle jugea insuffisante. Pour l'indemniser plus largement, Louis XV, en 1719, lui accorda une somme supplémentaire représentant le 28^{me} du bail général des Postes. Rollin, au nom de la Compagnie, déclara que cette transaction était satisfaisante et c'est ainsi que se termina la lutte mémorable entre la Poste Royale et la Poste universitaire.

Pendant le XVIII^e siècle, le Conseil d'Etat n'eut plus qu'à garantir le privilège de la Poste Royale contre des violations sans importance. Un arrêt de 1728 confirma la défense faite à tous les voituriers de transporter des lettres, et ce sous peine d'amende. Un second arrêt de 1730 interdit aux hôteliers et aubergistes de recevoir chez eux des correspondances, sous peine d'une amende de 500 livres.

Jusqu'en 1789, les Postes se développèrent en se perfectionnant. En vain, pour éviter la banqueroute nationale, Turgot essaya-t-il de restreindre les dépenses et d'enrayer les abus : l'ancien édifice chancelait sur ses bases, et le 5 mai 1789, ouvrant une ère nouvelle, les Etats-Généraux se réunissaient à Versailles.

3° La Période révolutionnaire

Après avoir paré aux besoins les plus pressants et jeté les bases d'un nouvel état social, l'Assemblée nationale

entreprit de régler les détails de l'administration et c'est par application de cette idée que, sur un rapport présenté par De Lablache le 21 août 1790, elle rendit un décret, transformé en loi le 29 du même mois, aux termes duquel le service des Postes était confié à un directoire composé d'un président et de quatre administrateurs : ces fonctionnaires étaient chargés du contrôle des opérations, mais ne percevaient aucune somme sur les produits de la Poste. Dans l'article 4 du livre III, le décret-loi faisait défense aux entrepreneurs de transports en général de se charger de la remise des lettres et n'admettait d'exception que pour les lettres de voiture et sacs de procès. Le dernier texte du pouvoir législatif, en cette matière, fut un décret du 24 juillet 1793 qui étendit les prohibitions édictées précédemment aux coches et aux voitures de messageries.

Les textes postérieurs n'émanent plus que du pouvoir exécutif : un arrêté du Directoire daté du 2 nivôse an VI renouvelle la défense faite aux entrepreneurs de voitures libres de s'immiscer dans le transport des lettres, sous peine d'une amende de 300 livres par contravention. Un deuxième arrêté de fructidor an VI réserve expressément à l'Administration des Postes le droit de transporter les lettres, paquets et papiers du poids d'un kilogramme et au-dessous, les journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques. Pour assurer l'exécution de ces prescriptions, l'arrêté met au service des fonctionnaires de la Poste un droit de visite et perquisition. Ce texte est la source directe de celui qui réglemente aujourd'hui le monopole postal ; il clôture donc l'exposé historique de la question et ouvre à notre examen la deuxième partie de cette étude : quel est l'objet du monopole ?

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

OBJET DU MONOPOLE

Deux arrêtés des Consuls réglementent la matière : le premier (27 Prairial an IX) fixe l'étendue et l'application du monopole en France ; le second (19 Germinal an X) étend le texte de Prairial aux colonies françaises.

Nous croyons utile de donner in-extenso les divers articles de l'arrêté de Prairial, dont les termes nets et précis consacrent à la fois le monopole et ses exceptions.

Arrêté du 27 Prairial an IX relatif au transport frauduleux des correspondances

Art. 1. — Les lois des 26 août 1790 (art. 4), 21 septembre 1792, et l'arrêté du 26 Ventôse an VIII seront exécutés ; en conséquence, il est défendu à tous les entrepreneurs de voitures libres et à toute autre personne étrangère au service des Postes de s'immiscer dans le

transport des lettres, paquets et papiers du poids d'un kilogramme et au-dessous, dont le port est exclusivement confié à l'administration des Postes.

Art. 2. — Les sacs de procédure, les papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voiture et les paquets au-dessus du poids d'un kilogramme sont seuls exceptés de la prohibition prononcée par l'article précédent.

Art. 3. — Pour l'exécution du présent arrêté, les directeurs, contrôleurs et inspecteurs des Postes, les employés des douanes aux frontières et la gendarmerie nationale sont autorisés à faire ou à faire faire toutes perquisitions et saisies sur les messagers, piétons chargés de porter les dépêches, voitures de messagerie et autres de même espèce, afin de constater les contraventions ; à l'effet de quoi ils pourront, s'ils le jugent nécessaire, se faire assister de la force armée.

Art. 4. — Le commissaire du gouvernement près l'administration des Postes, les préfets, sous-préfets, maires des communes et commissaires de police sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. — Les procès-verbaux seront dressés à l'instant de la saisie : ils contiendront l'énumération des lettres et paquets saisis, ainsi que leurs adresses. Copies en seront remises avec les dites lettres et paquets saisis en fraude, savoir : à Paris, à l'administration des Postes, et dans les départements, au bureau du Directeur des Postes le plus voisin de la saisie. Les dits procès-verbaux seront de suite adressés au commissaire du Gouvernement près le Tribunal civil et correctionnel de l'arrondissement par les préposés des Postes, pour poursuivre contre les contrevenants la condamnation à l'amende de 150 fr. au moins et de 300 fr. au plus pour chaque contravention.

Art. 6. — Le paiement de la dite amende dont il ne pourra, dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, être accordé de remise ou modération, sera poursuivi à la requête des commissaires près les Tribunaux et à la diligence des Directeurs des Postes contre les contrevenants par saisie et exécution de leurs établissements, voitures et meubles, à défaut de paiement dans la décade du jugement intervenu.

Art. 7. — Le paiement sera effectué à Paris à la caisse générale de l'administration des Postes et dans les départements entre les mains du Directeur des Postes qui aura reçu les objets saisis. Il portera en recette le produit des dites amendes.

Art. 8. — Le produit des amendes appartiendra un tiers à l'Administration, un tiers aux hospices des lieux et un tiers à celui ou à ceux qui auront découvert et dénoncé la fraude et à ceux qui auront coopéré à la saisie ; celui-ci sera réparti entre eux par égale portion ; ils en seront payés par le Directeur des Postes chargé du recouvrement de l'amende et à Paris par le Caissier général de l'administration des Postes, d'après un exécutoire qui sera délivré à leur profit par le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal ; les dits exécutoires seront envoyés par les Directeurs à l'appui de leurs comptes.

Art. 9. — Les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et de messageries sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours.

Le monopole postal, ainsi fixé par l'arrêté de Prairial an IX, n'a subi depuis cette époque qu'une seule modification. Une loi du 6 avril 1878, dans son article 8, a décidé que : « Les journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins périodiques, ainsi que tous les imprimés, sont

exceptés de la prohibition établie par l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 Prairial an IX, quel que soit leur poids, mais à la condition d'être expédiés sous bandes mobiles, ou sous enveloppes ouvertes, ou en paquets non cachetés et faciles à vérifier».

Il faut cependant remarquer que la loi de 1878, dont nous donnons le texte ci-dessus, n'a fait que généraliser une décision contenue dans l'article 2 de la loi du 25 juin 1856, en vertu de laquelle étaient exceptés du monopole les journaux, recueils, annales, mémoires et bulletins périodiques «uniquement consacrés aux lettres, sciences, art et agriculture», lorsqu'ils formaient un paquet dont le poids dépassait 1 kilogramme ou lorsqu'ils faisaient partie d'un paquet de librairie dépassant le même poids.

Cette loi de 1856, conforme, d'ailleurs, à l'esprit et à la lettre de l'arrêté des consuls, en ce qu'elle tenait compte du poids des journaux, précisait simplement l'application à des objets spéciaux de la législation antérieure, mais n'établissait aucune innovation.

Il faut arriver jusqu'en 1878 pour constater une réforme sérieuse : à la seule condition d'être expédiés sous bandes ou enveloppes mobiles, les journaux peuvent être transportés librement, «quel que soit leur poids». On a ainsi évité aux bureaux de poste un encombrement toujours croissant de journaux et d'imprimés quelconques : la valeur minime de ces papiers, les taxes réduites qui leur sont applicables, leur volume souvent énorme étaient autant de raisons qui militaient en faveur de leur libre transport (1).

(1) Malgré les dispositions très précises de la loi de 1878, des contraventions ayant été dressées pour transport de journaux, l'Administration des Postes, dans plusieurs bulletins mensuels, a rappelé au personnel les prescriptions essentielles de la dite loi.

Des principes combinés de ces textes, il résulte que le monopole postal de l'Etat est le droit exclusif à lui reconnu de transporter sur tous les points du territoire les lettres, paquets et papiers du poids de 1 kilo et au-dessous.

Voyons d'abord, par la méthode d'analyse, le sens limitatif de cette définition. Le monopole comprend : 1° les lettres ; 2° les paquets et papiers.

1° Les lettres

La lettre n'est pas nécessairement un papier manuscrit ; les imprimés, les épreuves de polycopie peuvent aussi entrer dans la catégorie des lettres, selon les termes employés et le but poursuivi. Ce qui constitue, au point de vue postal, le caractère essentiel de la lettre, c'est le fait de correspondance échangée entre deux personnes. Dès qu'il y a relation écrite et personnelle, que le texte soit manuscrit, imprimé, tracé au polycopie ou à la machine, que l'enveloppe soit close ou non, nous nous trouvons en présence d'une lettre qui tombe sous l'application de l'arrêté de Prairial (1).

Si l'on interprète stricto sensu le texte de cet arrêté, confirmé, d'ailleurs, par les dispositions extensives de Germinal an X, il semble que l'on doive affranchir du monopole les lettres d'un poids supérieur à 1 kilogramme, car les mots « du poids de 1 kilogramme et au-dessous » grammaticalement s'appliquent aussi bien aux lettres qu'aux paquets et papiers. Cependant il est inadmissible

(1) Arrêt de la Cour de Paris du 29 janvier 1836 (DALL. J. G. v° Postes, n° 111, note 1) Trib. Correct. de la Seine, 13 avril 1893.

que le législateur ait songé à l'hypothèse de lettres d'un poids supérieur à 1 kilogramme : la pratique n'a jamais enregistré le cas de missives aussi lourdes. Dans la pensée des rédacteurs du texte de Prairial, la condition de poids n'a pu se rapporter qu'aux paquets et papiers, pour lesquels elle peut recevoir une explication pratique. On peut donc conclure que le monopole s'applique à toutes les lettres sans considération de poids (1).

Les lettres transportées sous enveloppe ouverte sont également soumises au monopole (2); il en est de même des lettres de recommandation qui contiennent des mentions ayant le caractère de correspondance personnelle entre l'expéditeur et le destinataire. Cependant, si la lettre se borne à faire une recommandation usuelle et ne relate aucune circonstance particulière, elle peut, à notre avis, circuler librement en dehors du monopole (3).

2° Paquets et Papiers

Ces termes, qui constituent la deuxième partie de la formule du monopole, sont loin d'être aussi clairs que le mot précédemment défini. Leur interprétation a donné lieu à de nombreuses discussions théoriques et en pratique à de réelles difficultés. La question a été soulevée notamment au sujet des épreuves d'imprimerie corrigées, au sujet des manuscrits d'auteurs et des polices d'assurances; avant la loi de 1878, le problème pouvait

(1) Cass. Ch. Crim. 1^{re} fév. 1834 (DALLOZ, J. G. v° Postes, n° 105).

(2) Cass. 20 avril 1840. — DALLOZ J. G. N° 62. Cass. 13 juin 1839.

(3) DALL. J. G. N° 61. — Cass. 14 mai 1842; c'est une pure question de fait à apprécier.

être intéressant, puisque l'arrêté de Prairial et la loi de 1856 établissaient une distinction basée sur la question de poids. Mais le texte de 1878 édicte la libre franchise pour tous les journaux, recueils, annales, etc., quel que soit leur poids : il en résulte que la difficulté n'existe plus que sur le point de savoir si les manuscrits, polices et épreuves d'imprimerie peuvent être assimilés aux papiers dont la loi de 1878 a établi le libre transport. L'opinion professée à l'Ecole supérieure des Postes est contraire à cette assimilation ; l'administration applique donc aux manuscrits, polices, etc..., le principe absolu du monopole qui n'admet la liberté du transport que pour les papiers et paquets d'un poids supérieur à 1 kilogramme.

En résumé, le monopole postal s'étend : 1° aux lettres, missives et correspondances, quel que soit leur poids, leur enveloppe et leur nombre ; 2° aux paquets et papiers du poids de 1 kilogramme et au-dessous, quel que soit leur teneur et leur but.

CHAPITRE II

EXCEPTIONS AU MONOPOLE

Le principe du monopole, tel que nous venons de le définir, comporte une série d'exceptions que nous allons étudier successivement et qui peuvent se classer de la façon suivante :

- 1° Exception basée sur la déclaration du 8 juillet 1759 (Petite Poste).
- 2° Exceptions fondées sur l'arrêté de Prarial an IX.
- 3° Exceptions découlant de la loi de 1878.
- 4° Exceptions prévues par des dispositions spéciales.
- 5° Exceptions établies par la pratique.

**1° Exception basée sur la déclaration du
8 juillet 1759 (Petite Poste).**

C'est en 1653 que M. de Vélayer, maître des requêtes à Paris, institua dans cette ville «des boîtes à billets», selon l'expression pittoresque de Péliisson. Tous les beaux esprits du temps, Chapelain, Mlle de Scudéry, applaudirent à cette innovation qui facilitait leurs relations épistolaires. Cependant, les critiques et les moqueries ne tardèrent pas à diminuer le premier succès de la «Petite

Poste», et l'instruction, d'ailleurs très complète, qui avait été publiée par M. de Vélayer tomba bientôt en désuétude. Cet essai malheureux découragea l'initiative de l'Administration postale et ce ne fut qu'en 1758 que Piarron de Chamousset (1), renommé pour sa philanthropie, demanda au Roi l'autorisation d'établir à Paris un service de Petite Poste, calqué sur le service organisé à Londres par Dockwray. L'exemple de l'Angleterre était, en effet, concluant, puisque Londres possédait déjà 6 bureaux principaux et plus de 100 facteurs. Le 5 mars 1758, M. de Chamousset obtint du roi des lettres patentes qui l'autorisaient à mettre son projet à exécution et le constituaient bénéficiaire des revenus du service pendant une période de 30 ans. Il publia aussitôt un mémoire dans lequel il exposait ses vues, et c'est alors que le Roi, frappé de l'utilité et des avantages de cette institution, la consacra officiellement en insérant dans la déclaration du 8 juillet 1759 l'article 7 relatif à la Petite Poste, et ainsi conçu : « N'entendons néanmoins, en aucun cas, empêcher les particuliers de faire porter leurs lettres et paquets dans la ville ou les faubourgs par telles personnes qu'ils jugeront à propos » (2).

La déclaration de 1759 a-t-elle aujourd'hui force légale? On peut répondre affirmativement, car l'arrêté de Prairial, dans son article 1^{er}, ordonnait le maintien et l'exécution de la loi du 26 août 1790. Or, cette loi (art. 4) sanctionnait les dispositions des règlements antérieurs

(1) PIARRON DE CHAMOUSSET (1717-1773), auteur de nombreux écrits destinés à décrire et soulager les misères du peuple; la Réforme de l'Hôtel-Dieu; le Soulagement des malheureux, etc.

(2) Voyez A. BELLOC : *Les Postes Françaises*. — A. DE ROTHSCHILD : *Histoire de la Poste aux lettres*.

et notamment de la déclaration de 1759. En conséquence, les prescriptions de ce dernier texte sont encore valables et il nous reste à en déterminer l'application pratique.

Selon les termes même de la déclaration, le privilège de la Petite Poste comprend : 1° les lettres (voir plus haut, page 35, le Commentaire de l'arrêté de Prairial) ; 2° les paquets. La jurisprudence est d'accord pour donner à ce dernier mot le sens de paquets de lettres (1). La Petite Poste ne peut s'étendre qu'à la ville même dans laquelle elle est établie et à ses faubourgs : le trafic des correspondances de ville à ville tombe donc sous l'application du monopole. Enfin, le service de la Petite Poste ne peut être fait que par certaines personnes, domestiques, préposés ou exprès.

La réglementation de cette dernière condition a suscité quelques cas intéressants sur lesquels les tribunaux ont eu à se prononcer : en principe, on a admis que peuvent seulement se charger du port des lettres de Petite Poste ceux qui ne se livrent pas régulièrement à ce travail. Au contraire, il y a contravention au monopole, dès qu'on reconnaît aux faits constatés le caractère de fréquence lié à celui de régularité. C'est ainsi, notamment, que les domestiques ou préposés qui font des voyages réguliers ne peuvent transporter aucune correspondance ; leur droit est limité au port des papiers relatifs à leur service personnel de voiturier (2)

Par domestiques il faut entendre les personnes qui sont au service exclusif de leur maître (3) ; le sens de ce

(1) Cass. Ch. Crim. 15 janv. 1836 (DALLOZ. J. G. N° 110).

(2) Voyez *Manuel Postal de Frault*, page 59 et sq.

(3) Cass. Ch. Crim. 24 sept. 1847. — DALLOZ. Périod. 47-4-378 et 48-5-289.

mot doit être ainsi restreint, afin d'éviter des abus. Conformément à cette interprétation, la jurisprudence a décidé qu'un domestique, conduisant la voiture de son maître, pouvait en franchise transporter des lettres écrites à diverses personnes par le maître qu'il sert (1). Peu importe que les lettres soient cachetées ou non, que le domestique aille à pied, à cheval ou en voiture. L'exception s'étend même aux réponses faites à ces lettres et portées soit par le même domestique, soit par un serviteur du destinataire (2).

La jurisprudence a également admis les exprès au nombre des personnes qui peuvent se charger du port des lettres dans une même ville. Doit être considéré comme exprès celui qui ne remplit ce rôle qu'accidentellement, par exemple un clerc d'avoué chargé par son patron de porter une lettre à un client de l'étude, — une personne habitant la même maison que le destinataire de la lettre, — un élève que son instituteur charge d'une commission écrite, — un garde champêtre, un concierge, etc. (3).

2° Exceptions fondées sur l'arrêté de Prairial an IX

I. *Les Dossiers de Procédure*

Nous avons vu dans l'exposé historique du monopole

(1) Cass. Ch. Crim. 3 décembre 1843. — D. P. 1844. Dall. J. G. N° 72.

(2) DALL. J. G. N° 72. — Cass : 17 juin 1830 — 24 sept. 1847. — 20 juillet 1848.

(3) Cass. Ch. Crim: 17 juin 1830. — DALL : J. G. N° 72 — 110 — SIREY : 48-1-751 et 2-348 — C. de Nancy, 11. nov. 1861 (D. P. 62-2-35). — Instruction générale des Postes. Art. 1^{er}.

postal que trois édits successifs (1525-1573-1576) avaient réglementé le transport des sacs de procédure et institué pour ce service spécial des charges de messagers ordinaires, qui, seuls, pouvaient effectuer la remise des dossiers entre les mains des greffiers du Parlement. Il est intéressant de remarquer que les pièces de procédure, qui, sous l'ancienne législation, constituèrent le premier élément du monopole postal de l'Etat, sont aujourd'hui affranchies de ce monopole par l'article 2 de l'arrêté de Prairial.

En principe, l'exception que nous étudions est établie en faveur des sacs ou dossiers de procédure, à la condition toutefois que les pièces qu'ils contiennent soient manifestement relatives à une procédure suivie devant un tribunal. Peu importe qu'il s'agisse d'un procès terminé ou pendant encore, d'une procédure n'ayant même aucun caractère litigieux (adoption, purge légale, etc.) (1) : la jurisprudence interprète l'exception très largement, et c'est ainsi qu'elle a écarté l'application du monopole dans les cas suivants :

1° L'envoi fait par un huissier à son client d'un billet à ordre protesté avec une note non cachetée indiquant au voiturier la remise à faire de ces pièces, rentre dans l'exception de l'art. 2 (2). Mais, peut-on objecter, la note manuscrite remise au voiturier constitue une véritable correspondance personnelle, et le protêt est tout autre chose qu'un acte de procédure. Il est aisé de répondre que si le protêt n'est pas lui-même un acte de procédure, il est habituellement la source du procès futur et la cons-

(1) DALL. J. G. N° 83.

(2) Cass. Ch. crim. 16 fév. 1839. — D. J. G., N° 83.

tation authentique du non paiement. Quant à la note remise au voiturier, on peut la considérer comme rentrant dans la catégorie des papiers relatifs au service personnel du voiturier (art. 2 de l'arrêté).

2° Pour savoir si un dossier constitue un sac de procédure au sens du texte de Prairial, il est inutile de tenir compte du nombre des pièces qui le composent : une pièce isolée peut bénéficier de l'exception de l'article 2, tout aussi bien qu'un dossier de plusieurs pièces (1).

3° Les sacs de procès peuvent être transportés librement sous enveloppe ouverte ou fermée, sous bande mobile ou fixe. Cette interprétation est confirmée par de nombreux arrêts de la Cour de Cassation, qui ne voit dans la fermeture du paquet qu'une simple précaution matérielle prise pour assurer le contenu contre des investigations étrangères. La mention inscrite sur le sac (papiers d'affaires ou de procédure) sauvegarde pleinement les droits de l'Administration, qui peut, au cas de présomption de fraude et sans violer le secret des correspondances, faire ouvrir les paquets et en vérifier le contenu (2).

Il nous reste à examiner un certain nombre d'hypothèses dans lesquelles l'application de l'exception reste controversée :

1° La lettre d'un officier ministériel contenant des explications à un confrère au sujet de frais judiciaires peut-elle bénéficier de l'exception ? Un arrêt rapporté au Dalloz 1856-2-211 décide que cette pièce tombe sous l'applica-

(1) Cour de Douai : 11 janv. 1839. — D. J. G., N° 86.

(2) Cass. Ch. crim., 20 sept. 1851 (D. P., 51-5-401). — SIREY : 51-1-282.
— D. P. : 56-1-45.

tion du monopole : l'arrêté de Prairial, dit l'arrêt, affranchit seulement du monopole les pièces composant les dossiers ; or, la lettre en question n'est nullement un acte de procédure, mais plutôt une correspondance d'un caractère personnel, une véritable missive soumise à la loi du monopole.

Cette théorie de la jurisprudence est, au fond, très critiquable : les frais de justice font partie intégrante de la procédure, et on comprend difficilement que la Cour de Cassation les ait exclus à plusieurs reprises de l'exception établie par l'article 2 de l'arrêté (1). D'ailleurs, dans un autre cas (2), qui différerait très peu de celui rapporté plus haut, la Cour suprême a décidé qu'on pouvait considérer comme un papier de procédure une lettre ouverte écrite par un avoué à un confrère et relative à des frais de justice. Remarquons cependant qu'on n'a admis cette solution que sous certaines conditions : *a*) il faut que la lettre ait exclusivement pour objet les frais exposés ; *b*) elle ne doit contenir aucune mention d'un caractère personnel ; *c*) elle doit être relative aux frais même du procès qui fait le sujet de cette communication. Cette dernière condition, qui résulte implicitement des dispositions de l'arrêt, nous semble arbitraire et injuste : il existe souvent entre deux officiers ministériels un roulement d'affaires tel qu'il est matériellement impossible de séparer les divers procès qui les intéressent.

2° Les lettres contenant des bulletins de garnison doivent, d'après la jurisprudence, être transmises par la

(1) DALLOZ. J. G. V° Postes.

(2) Cass. Ch. crim., 30 nov. 1855. — (D. P.. 56-1-45).

voie postale (1). L'administration, en pratique, fait preuve à ce sujet de beaucoup de tolérance.

3° Les lettres cachetées adressées aux avoués et contenant une citation accompagnée d'un acte extra-judiciaire doivent être transportées, dit la Cour de Cassation, par le service régulier de la poste (2). Cette opinion nous paraît mal fondée : les pièces précitées sont de véritables pièces de procédure, et à ce titre elles devraient rentrer dans l'exception posée par l'article 2. Il est vrai que l'hypothèse sur laquelle il a été statué se compliquait de la question de savoir si ces lettres pouvaient être cachetées et l'on peut croire que cette considération importante a inspiré la prescription rigoureuse de la Cour de Cassation.

4° Les paquets contenant certains actes, tels que ceux nécessaires à la célébration d'un mariage, sont-ils soumis au monopole ? Oui, dit la jurisprudence (3) : on ne peut les considérer comme des pièces de procédure, puisqu'il s'agit en l'espèce non d'un litige, mais de la conclusion d'un véritable contrat. Rigoureusement, cette opinion est défendable, mais, en fait, il faut reconnaître que le mariage nécessite l'accomplissement de formalités nombreuses et compliquées, que l'on peut fort bien assimiler à une procédure. Le privilège de l'article 2 pourrait donc s'appliquer à ce cas tout spécial, d'autant mieux qu'on l'étend à d'autres procédures non litigieuses, telles que l'adoption et la purge légale.

5° La jurisprudence n'admet point d'exception au

(1) D. P. 50. 5. 358.

(2) Cass. ch. crim. 5 nov. 1845 (D. P. 45. 4. 402).

(3) C. de Poitiers, 14 janv. 1837. — D. J. G. n° 88 (note 1). — Cass. 20 mars 1858 (D. P. 58. 1. 192).

monopole pour les lettres cachetées, adressées aux conservateurs des hypothèques et contenant des actes notariés destinés à recevoir les formalités hypothécaires : tout messenger, trouvé porteur de ces lettres, commet le délit d'immixtion (1). La raison invoquée par les tribunaux est que ces pièces ne constituent réellement ni un sac de procédure, ni un paquet relatif au service personnel du voiturier. Nous ferons remarquer que les actes notariés peuvent, en effet, être étrangers à une procédure, mais il n'en est pas moins vrai que fréquemment aussi ils font partie intégrante de litiges, de liquidations ou de formalités judiciaires. Il semblerait donc plus équitable de les faire bénéficier, par présomption, de l'exception portée dans l'article 2. C'est, d'ailleurs, ce qui a été décidé par la Cour de Poitiers dans un arrêt du 14 janvier 1837 au sujet d'un paquet cacheté contenant des exploits renvoyés par le Receveur de l'enregistrement à un huissier qui les lui avait adressés pour être revêtus de la formalité de l'enregistrement (2).

En résumé, il résulte de l'examen particulier de ces diverses hypothèses que l'exception de l'article 2, en ce qui concerne les dossiers de procédure, ne s'applique qu'aux pièces même de procédure et aux actes qui peuvent être nécessaires à l'introduction ou à la marche des litiges.

(1) Cass. ch. crim. 6 nov. 1845 (D. P. 45. 4. 402).

(2) DALLOZ. — J. G. n° 88. — L'arrêt de Poitiers est surtout basé sur la raison opérante que des assignations ou exploits d'huissiers sont de véritables actes de procédure.

II. — *Papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures*

Depuis 1681, cette exception a été consacrée par les divers textes de la matière : l'arrêté de Prairial n'a donc fait que reproduire les dispositions antérieures basées sur les nécessités de la pratique (1).

La franchise édictée par l'acte des Consuls s'applique d'une façon générale aux lettres de voiture ou factures qui accompagnent les marchandises transportées et aux notes de commissions délivrées aux voituriers (2).

Avant d'entrer dans l'examen pratique des différents cas sur lesquels la jurisprudence a eu à se prononcer, il est utile de noter la prescription essentielle exigée par l'arrêté de Prairial : « Les lettres et paquets que les voituriers peuvent transporter doivent être toujours ouverts et non cachetés ». Cette règle, sanctionnée d'ailleurs par une jurisprudence constante, découle de la disposition initiale de l'article premier de l'arrêté : cet article ordonne, en effet, l'exécution de l'arrêté du 26 Ventôse an VII. Or, ce dernier texte prescrivait lui-même la réimpression au Bulletin des Lois de l'arrêt du Conseil de 1681 : les dispositions de cette décision royale sont donc encore pleinement valables et c'est en vertu de leur application que les lettres de voiture doivent être transportées sous pli ouvert et mobile.

La conséquence directe de ce principe est que le voi-

(1) Arrêt du Conseil du Roy de janv. 1684, fév. 1728, mai 1730, août 1775, etc. Voir, plus haut, l'histoire du monopole.

(2) DALLOZ. J. G. n° 96.

turier trouvé porteur d'une lettre cachetée commet un délit caractérisé par le seul fait que la lettre est close et la contravention relevée persiste, même si le délinquant justifiait plus tard que le contenu de la lettre saisie était uniquement relatif à son service de voiturier (2).

La pratique a donné naissance à des cas particulièrement intéressants : nous les diviserons en deux séries. La première sera consacrée aux hypothèses dans lesquelles l'application de l'exception n'est nullement controversée :

1° Toutes les lettres de voitures qui accompagnent des marchandises sont soustraites au monopole, à condition toutefois qu'elles ne contiennent que des mentions relatives à la livraison des dites marchandises. Cette prescription remplie, peu importe que les lettres de voitures soient imprimées ou manuscrites, qu'elles revêtent la forme de notes de livraisons, de bordereaux de commissions, de listes avec noms et adresses des destinataires : toutes ces pièces bénéficient de l'exception. L'article 2 s'applique même aux factures des objets transportés, pourvu cependant qu'elles ne contiennent aucune énonciation personnelle et qu'elles soient conformes à la teneur réglementaire des factures admises au bénéfice du tarif réduit. (Arrêté du 25 nov. 1893) (1).

2° Une lettre non cachetée adressée par un entrepreneur de transports à un de ses relayers et ne contenant que des mentions relatives à son service rentre dans l'application de l'article 2 (4).

(1) Cass. Ch. Crim., 19 avril 1845.

(2) DALL. J. G. N° 91 et sq. — Cass. 25 mars 1843 — 17 avril 1828 — 11 juin 1829.

(3) Cass. Ch. Crim., 8 février 1845 (D. P. 46-4-405) — 25 novembre 1854 — 15 avril 1837. — DALL. J. G. N° 100.

3° Il en est de même pour les avis imprimés, circulaires ou prospectus, joints à des marchandises quelconques et qui ont pour but de renseigner le public sur les propriétés des produits, leur mode d'emploi, etc. (1). Ces papiers, en effet, concernent spécialement les objets transportés et doivent donc jouir de toute franchise. Pareille décision est adoptée pour les étiquettes jointes à des pièces d'étoffe, échangées entre ouvriers et fabricants par la voie ferrée ou celle des messageries, et sur lesquelles sont inscrits simplement des numéros d'ordre ou des lettres de repère (2). Le privilège de l'article 2 s'applique également aux bordereaux, bulletins ou fiches joints à des objets expédiés par chemin de fer, messageries ou paquebots et contenant les indications strictement nécessaires pour la reconnaissance et la livraison de ces marchandises (3).

4° Les avis sont unanimes pour affranchir du monopole d'une façon générale les lettres dites de commission, par lesquelles les voituriers reçoivent mandat de livrer ou de prendre des marchandises (4). C'est ainsi, notamment, qu'une lettre non cachetée peut être librement transportée par un voiturier, si elle est relative à des objets que ce même voiturier devra camionner ; il en est de même si la lettre contient une commande dont le voiturier devra se charger (5) ; de même, si la lettre fixe et contient l'échantillon de la marchandise à commander, à condi-

1) Déc. ministérielle des Finances, du 20 avril 1877.

(2) Déc. du Min. des Finances, du 14 février 1876.

(3) Déc. du Min. des Finances, du 3 mai 1876.

(4) DALL. J. G. N° 89-90-91 et sq.

(5) Cass. 2 avril 1840 — 25 mars 1843 — 17 avril 1828 — 11 juin 1829.

tion toutefois que cette correspondance n'ait aucun caractère personnel (1).

Nous avons maintenant à relater un certain nombre de cas pour lesquels l'application de l'article 2 est encore en discussion :

1° Si toutes les mentions d'une lettre saisie entre les mains d'un voiturier sont étrangères au service de la voiture, il y a contravention nette et caractérisée. Mais que décider dans le cas où, parmi les mentions contenues, certaines seulement sont relatives à ce service? Suffiront-elles pour légitimer le fait et écarter le délit ? La jurisprudence décide rigoureusement qu'une seule mention étrangère au service personnel du voiturier suffit pour entraîner l'application du monopole (2). Il serait difficile de critiquer cette opinion qui, quoique d'une extrême sévérité, est l'interprétation très juridique du texte de l'article 2.

2° Si un voiturier ouvre une lettre mise sous enveloppe close au moment même où elle est saisie par les agents de l'administration, la contravention peut-elle être dressée? Oui, dit la jurisprudence, car le fait du transport frauduleux s'est indéniablement accompli (3). Cependant, si le voiturier décachetait la lettre dès qu'elle lui a été remise, nous estimons qu'il n'y aurait pas lieu à contravention, car, dans ce cas, le transport n'aurait pas été réellement effectué (4).

(1) C. de Douai 14 nov. 1854 (D. P. 55-2-98). — *Bulletin minist.* N° 19, juillet 1884. La jurisprudence admet les mentions suivantes : Je vous adresse 20 fr. pour solde de compte — ou bien : 10 fr. en premier acompte, etc.

(2) Cass., 2 octobre 1840 — 17 mars 1841 — 7 juin 1844 — 5 avril 1845 (D. P. 45-4-400) — 12 février 1852.

(3) Cass. 20 avril 1840. — DALL. J. G. N° 98.

(4) Cass. 25 mars 1843. — DALL. J. G. N° 99.

3° Quelle solution adopter pour les lettres relatives à l'envoi de marchandises ? La Cour de Cassation a décidé qu'elles ne pouvaient être considérées comme des papiers relatifs au service personnel des voituriers. Il est vrai d'ajouter que l'espèce sur laquelle a statué la Cour suprême (1) contenait des raisons de fait qui donnaient à la lettre saisie le caractère de correspondance personnelle. Mais, en principe, la jurisprudence paraît hostile au maintien du privilège en faveur de ces lettres.

4° Le port par un voiturier d'une lettre relative à des marchandises déjà livrées est soumis, dit la jurisprudence, au principe du monopole (2). Cette lettre ne constitue pas à proprement parler une note de commission ; elle ne peut être considérée comme un papier relatif au service de la voiture. Mais que décider si en outre des mentions relatives aux objets déjà reçus, elle contenait une nouvelle commande ? Le seul fait de relater les livraisons antérieures suffit pour lui attribuer le caractère de correspondance soumise au monopole (3).

5° Une jurisprudence établie arrête qu'il y a immixtion dans le transport des lettres, lorsqu'un voiturier est trouvé porteur d'actes nécessaires à la célébration d'un mariage et renfermés dans une enveloppe non-cachetée (4). Nous estimons que si ces pièces ne peuvent être considérées comme des papiers relatifs au service de la voiture, ils auraient pu, du moins, être compris dans l'exception des sacs de procédure, et nous renvoyons le lecteur aux commentaires de ce chapitre.

(1) DALL. J. G. N° 90 et 93. Cass. 13 juin 1839, 20 mars 1840, 2 oct. 1840, 17 mars 1841, 7 juin 1844.

(2) Cass. 15 juin 1844.

(3) Voy. plus haut et par analogie le commentaire du N° 1.

(4) Cass. Ch. Crim. 20 mars 1858 (D. P. 58, 1, 192) (S. 58, 1, 633).

6° D'après un arrêt de Cassation du 24 novembre 1854, commet une contravention au monopole la Compagnie de chemin de fer qui transporte une lettre cachetée n'accompagnant aucune marchandise et simplement relative aux intérêts de maisons de commerce avec lesquelles la dite Compagnie a traité. On peut objecter que le traité qui lie les parties a été approuvé par l'autorité supérieure et que les maisons ont ainsi le droit de confier leurs correspondances aux compagnies de chemins de fer. A cet argument, l'arrêt de 1854 répond par le texte de l'article 2, dont l'application se limite aux seuls papiers de service des voituriers. La conséquence extrême, mais logique, de cette opinion défendue par la jurisprudence est que les voituriers ne peuvent même point se charger du port des lettres relatives à leurs affaires personnelles autres que celles de leur propre service (1).

7° Peut-on dresser contravention contre celui qui transporte une lettre prescrivant de délivrer les objets qu'elle énumère à un autre voiturier? La jurisprudence répond affirmativement et donne pour raison que cette lettre n'est nullement une note de commission, puisque celui qui la porte n'est point celui qui devra camionner les objets commandés (2). Cette décision nous paraît basée sur un argument quelque peu spécieux et sur une interprétation bien rigoureuse des mots : service personnel des voituriers.

8° Il est reconnu que toute lettre qui ne contient pas une commande doit être soumise à la loi du monopole. Que faire dans le cas où, tout en donnant une commande, la lettre fournit d'autres renseignements, plaintes au sujet

(1) Cass. 15 avril 1837. — DALL. J. G. N° 100.

(2) Orléans 26 sept. 1843. — DALL. J. G. N° 94.

de non-livraisons, réclamations d'indemnités, etc.? La Cour de Cassation a jugé que ces énonciations attribuaient à la lettre saisie le caractère de correspondance et la privaient du bénéfice de l'article 2 (1). Toutes les décisions de jurisprudence sont, d'ailleurs, basées sur de pures questions de fait qui prêtent le plus souvent à discussion.

En forme de conclusion, il découle de l'étude de ces diverses hypothèses que jouissent seulement de l'exception portée à l'article 2 les papiers uniquement relatifs au service du voiturier lui-même et à des objets transportés par lui. Cette formule, selon le sentiment de la jurisprudence, doit être interprétée dans un sens très restrictif.

III. — *Paquets d'un poids supérieur à un kilogramme*

Dans presque tous les textes de la législation antérieure à 1789, le mot «paquet» signifiait généralement paquet de lettres et c'est ce sens que lui reconnaissait expressément l'arrêt du Conseil du 27 juin 1678 dans son article 4. Cette interprétation fut maintenue par l'arrêt de 1681 et par la décision d'octobre 1701. Mais, en 1723, retraçant l'organisation des Postes à Paris, l'Almanach Royal attribue au mot paquet le sens plus rationnel de «petit ballot».

L'arrêté de Prairial a eu le tort de ne point fixer le sens de ce mot, qui devient dans ce texte d'autant plus obscur qu'il précède le mot «papiers» auquel paraît seul s'appliquer le membre de phrase qui suit «du poids de 1 kilogramme et au-dessous». Cette mauvaise rédaction

(1) Orléans 7 février 1848. 30 déc. 1844. — DALL. J. G. N° 92.

de l'article premier est toutefois corrigée par celle de l'article 2, qui, pour fixer le champ de l'exception établie, décide qu'elle s'appliquera simplement aux paquets de plus d'un kilogramme.

Pour la jurisprudence (1), le mot paquets signifie paquets de papiers, car, dit-elle, les paquets de marchandises, même au-dessous de 1 kilog., échappent au monopole postal. Il faut donc établir d'une façon certaine les papiers qui, au-dessus de 1 kilogramme, peuvent être transportés librement : nous avons déjà vu en fixant l'objet du monopole que les lettres et papiers manuscrits, même en paquets d'un poids supérieur à 1 kilogramme, restent soumis au monopole. A ce sujet, la Cour de Cassation a dû résoudre un cas des plus intéressants : il s'agissait de savoir si des lettres renfermées dans des boîtes qui pesaient plus d'un kilog. pouvaient bénéficier de l'exception de l'article 2. La Cour suprême a rejeté dans ce cas le privilège du libre transport et elle l'a fait en se basant à la fois sur le sens littéral du texte de Prairial et sur les précédents historiques que nous avons rapportés ci-dessus. «Même décachetées, dit l'arrêt, ces lettres doivent être soumises à l'application du monopole» (2).

Les papiers en paquets, dont veut parler l'article 2, ne sont pas non plus ceux dont le transport est toujours licite, même en paquets d'un poids inférieur à un kilo-

(1) Cass. 6 déc. 1828. — C. de Douai. 4 mars 1831. — DALL. J. G. n° 104.

(2) Cass. 1^{re} fév. 1834. — DALL. J. G. N° 105. — FRAULT. *Man. postal*, p. 58.

gramme, par exemple les registres, cartes, plans, publications de librairie, journaux, mémoires, etc. (1).

En résumé, et d'une façon générale, on peut donc dire que les papiers visés par l'article 2 sont les papiers écrits (non imprimés) qui ne constituent par une correspondance personnelle. Ex. : Comptes de liquidation, polices d'assurances, manuscrits d'auteurs, etc. (2). Pour bénéficier de l'exception établie, ces papiers ou paquets de papiers ne doivent contenir aucune note de correspondance : c'est là une prescription essentielle et de première importance.

3° Exception découlant de la loi de 1878

La loi du 6 avril 1878 établit la liberté du transport :

a) Pour les journaux : toute feuille imprimée ou manuscrite qui paraît à jours fixes doit être considérée comme un journal, quels que soient son format, sa teneur et son but ;

b) Pour les recueils : jurisprudence, recueils scientifiques, artistiques, etc.

c) Pour les annales : littérature, art, science, politique, etc.

d) Pour les mémoires : travaux de savants, relations adressées à des compagnies savantes, etc.

e) Pour les bulletins périodiques : ils sont aujourd'hui innombrables ;

f) Pour tous les imprimés : par cette énonciation géné-

(1) Cass. (D. P. 1850. 2. 116). — DALL. J. G. N° 105 in fine. — Voy. plus loin, commentaire de la loi de 1878.

(2) Cours de M. JACOTTEY à l'École supérieure des Postes (année 1898).

rale, la loi de 1878 étend son privilège à toutes les productions imprimées quelles qu'elles soient, sans considération de but ou d'origine.

Tandis que la loi de juin 1856, tout en édictant la franchise de certains imprimés (ceux uniquement consacrés aux lettres, sciences, art et agriculture), ne les admettait à ce bénéfice qu'en paquets de plus d'un kilogramme, la loi de 1878 accorde le libre transport des imprimés quel que soit leur poids.

Cependant l'article 8 in fine de cette loi prescrit une condition essentielle pour l'admission des imprimés en libre transport : il faut que les feuilles soient expédiées sous bandes mobiles ou sous enveloppes ouvertes, ou en paquets non cachetés et faciles à vérifier. Ainsi, les agents de l'administration pourront contrôler le contenu des paquets transportés, sans s'exposer à violer le secret des correspondances.

4° Exceptions prévues par des dispositions spéciales.

Nous ne rapporterons ici que les trois exceptions les plus intéressantes :

a) Le monopole postal ne s'applique pas aux lettres que les agents des douanes transportent en se rendant d'un poste à un autre, à condition que ces lettres soit uniquement des papiers de service. Il faut, de plus, qu'une feuille-bordereau, signée du chef de poste, indique le nombre et les adresses des plis transportés ;

b) Les avertissements des percepteurs (impôts de toutes catégories) sont admis en libre circulation dans

l'étendue même de la circonscription où le percepteur peut instrumenter ;

c) Les maires peuvent faire distribuer sans frais les avertissements des receveurs de l'Enregistrement, à condition qu'ils soient transportés sous enveloppe ou bande mobiles. Mais en revanche, les destinataires ne jouissent point de la même faculté : pour eux, le monopole postal s'applique strictement (1).

5° Exceptions établies par la pratique

I. — *Lettres recueillies par des particuliers en dernière limite d'heure*

Il arrive fréquemment dans les localités distantes des gares que des particuliers — piétons ou voituriers — se chargent en limite d'heure de transporter des lettres à titre onéreux ou gratuit.

Par un avis en date du 5 août 1890, le Conseil d'Etat a décidé que le porteur de lettres ainsi remises ne commettait aucune contravention, si deux conditions particulières étaient remplies : a) il faut que l'on se trouve exactement en dernière limite d'heure ; b) le voiturier est tenu de jeter les lettres qu'il transporte à la boîte de la gare la plus rapprochée.

Les termes de cette dernière condition permettent de ne pas relever de contravention contre toute personne qui, au sortir de son domicile, pourrait être trouvée une lettre à la main. Pour éviter à la fois une conséquence illogique et des abus qui auraient pu se commettre, les

(1) Décision minist. du 6 avril 1831.

tribunaux ont, d'ailleurs, décidé que le fait seul d'être porteur d'une lettre cachetée ne constituait pas une contravention ; de plus, la loi du 3 juin 1829, dans son article 3, a déclaré « que les dispositions pénales, relatives au transport des lettres en contravention, ne seraient pas applicables à ceux qui feront prendre et porter leurs lettres dans les bureaux de poste circonvoisins de leur résidence ». Ce texte a donc tranché nettement la question et, appliquant son principe, on a jugé qu'un messager, porteur de lettres missives, n'est point en état de contravention, s'il se trouve, au moment de son arrestation, dans les limites du premier bureau de poste établi sur la route menant du lieu d'expédition des lettres au lieu de destination (1). De même, un conducteur de diligence est à l'abri de toute poursuite, s'il est trouvé porteur d'une lettre quelconque alors qu'il est constaté que ni au lieu où la lettre fut écrite, ni au lieu où elle fut remise au conducteur, il n'y a de bureau de poste (2).

II. — *Agences de Traduction*

Elles ont pour but de faire prendre à domicile par des commis les lettres ou télégrammes en langue étrangère dont les négociants désirent avoir la traduction. Cette traduction faite, les deux textes sont reportés à domicile par les préposés de l'agence.

Certes, il s'agit bien ici d'un transport de correspondances. Mais, fait-on remarquer, ces correspondances

(1) Cass. 16 février 1827. — DALL. J. G. N° 55.

(2) Douai 29 mai 1835 (DALLOZ J. G. N° 55). — Contra : Douai 16 janvier 1835. (DALL. J. G. N° 56).

sont déjà arrivées à destination, et le transport effectué par l'agence n'est plus qu'une opération secondaire intéressant des lettres dont le but est atteint et les termes présumés connus. Nous répondrons qu'on exagère sciemment en disant que ces lettres sont parvenues déjà à destination, puisqu'un nouveau transport s'engage, confié aux soins d'une agence particulière. N'en est-il pas de même, d'ailleurs, des lettres adressées poste restante avec la mention : faire suivre ? Le nouveau parcours qu'elles effectuent reste soumis à la loi du monopole. Il est vrai que dans ce cas la lettre « qui suit » n'a pas touché le destinataire, tandis que c'est ce dernier lui-même qui remet des lettres à l'agence de traduction.

En fait, l'Administration des Postes tolère le fonctionnement de ces agences et ne les entrave nullement dans leur exploitation.

III. — *Agences de Poste restante privée*

Ces établissements s'occupent habituellement de recevoir les lettres et télégrammes adressés aux noms vrais ou supposés de leurs clients, de les délivrer ou de les réexpédier à une nouvelle adresse (1). Au point de vue du droit strict, ces agences ne violent point le monopole postal, puisque chacun est libre de faire parvenir des correspondances où il lui plaît. Mais, dans la pratique, le but de ces postes restantes privées est absolument immoral : elles favorisent les correspondances criminelles en dehors de l'autorité paternelle ou maritale et contri-

(1) La plus importante de ces agences a son siège à Paris et s'intitule : Poste restante officieuse.

buent ainsi à la désagrégation de la famille et à la propagation de l'adultère.

Les tribunaux se montrent généralement sévères à l'égard de ces agences : ils ont décidé notamment que leur rôle devait se borner à recevoir les correspondances et à les remettre directement par la voie de leurs guichets. Il leur est interdit de distribuer les lettres à domicile ou de les faire parvenir à un endroit convenu. La Cour de Paris a même décidé qu'elles ne pourraient point réexpédier d'une succursale quelconque au siège central plusieurs lettres réunies sous une même enveloppe. Pareille opération lèse, en effet, les droits de l'Administration, que les lettres réexpédiées s'adressent à un ou plusieurs destinataires (1).

Par un arrêt en date du 19 juin 1896, la Cour de Cassation s'est prononcée dans le sens contraire. Sa décision s'appuie sur ce fait que la réexpédition a eu lieu par la voie postale et qu'il est légalement impossible d'empêcher un intermédiaire quelconque de grouper plusieurs lettres sous une même enveloppe. L'expéditeur originaire a le droit absolu de faire ce groupage, et l'agence privée, en l'effectuant, use simplement du droit reconnu à celui dont elle est le correspondant.

Cette théorie, quoique très juridique, pourrait, à notre avis, recevoir quelques correctifs : certes, les agences doivent avoir le droit de réexpédier à leur bureau central sous une seule enveloppe les lettres adressées à une même personne ; mais, d'après nous, il devrait leur être interdit de réunir sous la même enveloppe des lettres concernant plusieurs destinataires. On éviterait ainsi des abus préjudiciables aux intérêts du Trésor.

(1) Trib. correct. de la Seine, 19 juillet 1893 et mars 1895. — Cour de Paris, 5 mars 1896 (*Gazette des Trib.* du 2 avril 1896).

IV. — *Agences de distribution*

Dans les grandes villes comme Paris, Lyon, Marseille, certaines agences privées se chargent de distribuer à domicile des prospectus, journaux, circulaires, etc.

Quels sont exactement les droits de ces établissements ? Pour pouvoir effectuer de telles distributions, il faut d'abord que les agences ne se chargent que d'objets non soumis au monopole. De plus, ces papiers ou imprimés doivent être mis sous enveloppe mobile ou ouverte. En effet, le transport d'un imprimé sous enveloppe fermée, tout comme le transport d'une lettre, constitue une contravention : dans ces deux cas, l'Administration ne peut faire des recherches qu'en brisant le cachet et en violant le secret des correspondances. Il n'y a donc pas de distinction à faire et la constatation de la fermeture de l'enveloppe suffit pour établir la violation du monopole. La loi de 1878 (art. 8) déclare, d'ailleurs, très nettement que le transport des imprimés n'est libre que s'ils sont mis sous bandes mobiles ou enveloppes ouvertes.

V. — *Boîtes de Commandes*

Depuis quelques années, certains négociants ont installé sur la façade des maisons où ils habitent des boîtes destinées à recueillir les lettres de commandes. Est-ce là un fait licite ? Il faut, pour répondre, établir des distinctions :

a) Si la boîte est fixée à l'intérieur de l'immeuble (corridor, rotonde, salle d'attente, hall public), il ne peut y avoir sujet à contravention : cette boîte fait en

quelque sorte partie intégrante des bâtiments occupés par l'intéressé et l'Administration ne peut apporter aucune entrave aux droits du propriétaire disposant de son immeuble ainsi qu'il lui plaît. Si le négociant demeure dans la maison même, il a le droit, comme tout locataire, d'avoir une boîte à lettres à sa disposition ; s'il a son domicile ailleurs il peut, en payant un droit de location au propriétaire, installer dans l'immeuble où il n'habite pas une boîte destinée à recevoir ses correspondances.

b) Les boîtes de commandes, le plus souvent, sont placées sur la voie publique (façade des immeubles, devantures, poteaux d'éclairage, etc.) : dans ce cas, l'infraction au monopole postal est évidente. Peu importe que les lettres jetées dans ces boîtes soient ensuite transportées au domicile du négociant dans la boîte elle-même ou qu'elles en soient extraites sur place ; peu importe que la levée soit faite par le commerçant lui-même ou par un de ses employés. Dans toutes ces hypothèses, il y a contravention et c'est au moment même de la levée que la constatation doit en être faite. C'est alors, en effet, que se produit le fait délictuel : avant la levée, l'Administration ne pourrait constater la présence des lettres dans la boîte qu'en la brisant, d'où violation de domicile privé ; après la levée, elle pourrait se heurter au démenti du fait et à l'exception fondée sur la déclaration de 1759 (1).

Que décider dans le cas particulier où le négociant intéressé transcrit sur un carnet les commandes déposées dans sa boîte ? Il semble, à première vue, que la gravité du fait délictuel est sensiblement diminuée ; mais la jurisprudence a identifié ce cas avec ceux où il y a trans-

(1) Cass. 11 juin 1869 (D. P. 69, 1, 487). *Bull. min.* N° 8, août 1890.

port effectué (1). On avait proposé cependant de faire une distinction selon que la boîte était établie sur la façade de l'immeuble habité par l'intéressé ou d'une maison étrangère : dans le premier cas, on considérait la boîte comme une dépendance du domicile privé et l'Administration devait la tolérer ; dans le deuxième cas, on admettait la contravention. Cette théorie pouvait être étendue en application à l'entière question des boîtes de commandes (2).

En fait, l'Administration est à ce sujet d'une tolérance exemplaire et il faut des contraventions aussi fréquentes que caractérisées pour qu'elle poursuive des commerçants dont le seul tort, au fond, est de chercher à étendre leurs relations d'affaires.

(1) Trib. de Cusset, 12 oct. 1890. *Bull. min.* N° 4, janv. 1891.

(2) Voy. FRAULT : *Manuel postal*.

CHAPITRE III

LES CONTRAVENTIONS AU MONOPOLE POSTAL

I. — Caractères des dites contraventions

L'arrêté de Prairial, dans son article premier, dit expressément : « Il est défendu à tous les entrepreneurs de voitures libres et à toute autre personne étrangère au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres, paquets, etc. ».

La prohibition a donc une portée très générale et s'étend à tous ceux qui n'appartiennent pas à l'Administration, voituriers, cochers, messagers, etc. Il faut conclure de ce principe qu'il y aurait aussi contravention au monopole dans le cas où un employé des postes, en dehors de son service, se chargerait à titre gratuit ou onéreux de transporter des lettres et paquets.

Un fait accidentel suffit-il pour constituer la contravention ? La Cour de Cassation a répondu affirmativement, en déclarant que le mot « s'immiscer » n'impliquait nullement une idée d'habitude et de répétition du délit (1).

(1) Cass., 17 avril 1828 : « Si on ne constatait jamais le délit isolé, dit la Cour avec beaucoup d'à-propos, le premier terme, nécessaire pour créer l'habitude, manquerait éternellement ». — DALL. J. G. N° 69 — Poitiers, 14 janv. 1837.

En principe, la bonne foi n'est pas une excuse valable ; les mobiles qui ont pu guider l'auteur de l'infraction n'ont aucune valeur et aucun effet (1). Le juge n'a point en cette matière à se préoccuper de l'intention délictuelle : celui même qui est trouvé porteur frauduleux d'objets soumis au monopole est déclaré contrevenant, sans qu'on ait à rechercher s'il est l'auteur principal du délit, complice conscient ou inconscient. Seul, il est et demeure responsable de la fraude commise par lui ou par ses commettants ; aucune excuse ne peut diminuer sa culpabilité et son unique droit est le recours qu'il peut exercer contre ceux qui lui confièrent les objets litigieux, dans le cas où il croit pouvoir démontrer sa bonne foi (2).

Il est intéressant de noter particulièrement les conséquences pratiques des idées générales que nous venons d'exprimer dans deux séries de cas déjà déférés à l'appréciation des tribunaux : relevons, d'abord, les contraventions qui peuvent être commises par le personnel des Compagnies de navigation. Le matelot, qui fait partie de l'équipage d'un paquebot affecté au service postal, commet le délit d'immixtion dans le transport des lettres, s'il se charge d'apporter en France des lettres venant de l'étranger, ou, tout au moins, s'il effectue ce transport dans la mer territoriale et dans les ports où le navire fait escale : il y a dans ces divers cas un délit bien caractérisé (3). Mais que décider, lorsque le matelot appartient à

(1) Cass., 13 juillet 1876 (D. P. 77-1-185) — Dijon, 22 nov. 1876 (D. P. 77-5-337) — D. P. 1857, 1-231 — 1877, 2-106 — 1851, 5-400.

(2) C. d'Aix, 27 fév. 1869 — Lyon, 22 nov. 1864 — Grenoble, 3 déc. 1864 — Cass., 28 mai 1836 — DALL. J. G. N° 73.

(3) C. d'Aix, 27 fév. 1869 — D. P. 74-2-382 — Cass. 30 juillet (D. P. 70-1-91) — *Bulletin minist.* du 14 août 1869.

un paquebot non affecté au service postal ? Le délinquant peut invoquer le bénéfice de nombreuses exceptions : lettres recueillies en dernière limite d'heure, absence de bureau de poste au lieu où les lettres furent écrites ou remises, etc. Si, en fait, aucune de ces exceptions ne paraît fondée, il doit y avoir contravention au monopole, car nul ne peut transporter, même à titre gratuit, les lettres et paquets déterminés par l'article premier de l'arrêté des Consuls, que ces objets soient mis sous enveloppe ouverte ou fermée (1).

Ajoutons quelques mots au sujet des contraventions commises par le personnel des Compagnies de chemins de fer : ces Compagnies sont déclarées responsables de toutes les expéditions faites par leurs gares dans le cas où des contraventions seraient relevées soit au départ des colis, soit à leur arrivée, soit même durant le transport. Cette responsabilité, qui garantit ainsi l'administration postale de la fuite ou de l'insolvabilité des délinquants, pèse directement et personnellement sur les chefs de gare spécialement chargés de la vérification des colis, c'est-à-dire les chefs de gare du lieu de départ (2). La question s'est posée de savoir si on ne pourrait pas mettre en jeu la responsabilité des chefs de train, qui ont des attributions particulières et ne sont pas sous l'autorité absolue des chefs de gare : la solution de ces diverses hypothèses est le plus souvent le résultat de l'examen des faits et des circonstances (3). Dans les gares importantes, le chef indéniablement responsable est le chef dit

(1) Cass., 17 avril 1828 — 22 avril 1830 — 13 juin 1839.

(2) D. P. 51-5-400 — 55-1-122 — 56-1-161 — 64-1-456 — 65-1-46 — 67-1-84—
Lyon, 1^{er} juillet 1875 et 6 mai 1876, etc. Jurisprudence constante.

(3) D. P. 55-2-98.

«de reconnaissance» dont le rôle exclusif consiste dans la vérification des colis.

Il faut cependant remarquer qu'il est une responsabilité qui ne peut incomber aux Compagnies de chemins de fer, pas plus qu'aux Compagnies de navigation : c'est la responsabilité purement pénale, celle qui suit le contrevenant lui-même et qui, attachée à sa personne, ne peut être légalement déplacée (1).

II. — Constatation des contraventions

1° LES PERQUISITIONS

Aux termes de l'article 3 de l'arrêté de Prairial, les directeurs, contrôleurs et inspecteurs des postes, les employés des douanes aux frontières et la gendarmerie nationale sont autorisés à faire ou à faire faire toutes perquisitions et saisies sur les messagers, piétons, chargés de porter les dépêches, voitures de messageries et autres de même espèce, afin de constater les contraventions au monopole postal. S'ils le jugent nécessaire, ils peuvent se faire assister de la force armée (2).

Ce droit de perquisition remonte à l'édit de 1464 qui, dans son article 13, l'attribuait expressément au commis du Grand Maître des Coureurs de France. Les textes postérieurs le confirmèrent et l'étendirent : l'arrêt du Conseil de 1681 le réglementa minutieusement au profit du fermier général Lazare Patin.

(1) D. P. 65. 1. 46. — J. G. N° 73 et sq.

(2) Instr. gén. des Postes, N° 849-850, etc.

Examinons les diverses questions qui, en l'état de la législation actuelle, se rattachent au droit de perquisition.

a) *Qui peut exercer ce droit ?*

Sous le régime de l'arrêté de Prairial, le nombre de ceux qui avaient pouvoir et qualité pour opérer des perquisitions paraissait limité par l'énumération même contenue dans le texte. Cependant, la pratique avait cherché à élargir l'application de l'arrêté des Consuls en se basant sur l'expression «faire faire» et c'est ainsi que l'exercice du droit de perquisition avait été reconnu à tous les agents des postes en général. La question, néanmoins, prêtait à la controverse : elle fut nettement tranchée par une loi du 22 juin 1854 qui dans ses articles 20, 21 et suivants déclara que les employés et agents des Postes assermentés et tous les agents de l'autorité ayant qualité pour constater les délits et contraventions pourraient, à l'avenir, concurremment avec les fonctionnaires déjà énumérés par l'arrêté de Prairial, opérer toutes saisies et perquisitions selon les prescriptions du dit arrêté.

La loi de 1854 ne faisait, d'ailleurs, que consacrer les décisions antérieures des tribunaux, qui, en pratique, avaient déjà reconnu le droit de perquisition aux commis ordinaires des Postes, aux facteurs et même aux employés d'octroi dûment assermentés (1).

Pour pouvoir opérer une perquisition, les agents doivent : 1° être assermentés ; 2° être porteurs de leur commission ; 3° suivre les formes légales indiquées par l'arrêté de Prairial et par les règlements des Postes.

(1) Cass. 18 mars 1836, 7 nov. 1836. — DALL. J. G., N° 423.

Ajoutons que l'Instruction générale édicte quelques tempéraments à l'exercice du droit de perquisition (1). Les principaux sont les suivants :

1° Les perquisitions ne peuvent être faites par les agents de l'Administration que sur l'ordre du Directeur du département. Cet ordre doit être spécial et ne vaut que pour une seule perquisition. Les agents qui ne font pas partie de l'administration postale doivent-ils également être porteurs d'un ordre spécial signé du Directeur des Postes ? Cette formalité, exigée pour les agents des Postes, doit l'être à fortiori pour ceux qui ne dépendent pas de cette administration ;

2° Les sous-agents des Postes, à l'exception des brigadiers facteurs et des entreposeurs en gare, ne peuvent perquisitionner que sous la surveillance d'un agent assermenté ;

3° Les femmes, employées des Postes, sont autorisées à ne pas opérer de perquisitions ;

4° Les inspecteurs, receveurs et distributeurs des Postes sont autorisés à se faire assister d'un commis ou d'un sous-agent dans l'exercice du droit de perquisition.

b) *Qui peut être l'objet de perquisitions ?*

L'arrêt du Conseil de 1681 permettait de perquisitionner sur toutes les personnes indistinctement. Ce droit sans limitation ne tarda pas à engendrer des abus regrettables qui durèrent jusqu'à l'arrêt de Prairial. L'acte des Consuls, dans son article 3, déclara que les perqui-

(1) Inst. gén., art. 849 et 850. — *Bull. min.*, mai 1875, N° 74, page 174.

sitions ne pourraient être faites que sur les personnes effectuant habituellement des transports, messagers, rouliers, voituriers, etc. (1).

Ces personnes peuvent être l'objet de perquisitions non seulement sur elles-mêmes, mais encore dans les colis qu'elles transportent et qu'aucun voyageur n'accompagne ; leurs voitures, carnets, portefeuilles, livrets de course peuvent être saisis, compulsés et fouillés. Cependant, pour ne point entraver la circulation et ne porter aucun préjudice à la marche normale des affaires, les perquisitions sur les voitures de voyageurs sont faites d'ordinaire aux lieux de stationnement (relais, gares de départ ou d'arrivée, ports d'escale, etc.) (2).

Contrairement aux prescriptions édictées par l'arrêt de 1681, l'arrêté de Prairial affranchit de la perquisition les simples voyageurs et leurs effets placés dans des malles ou valises (3). Cette règle n'a cependant rien d'absolu et il peut arriver qu'une contravention se révèle aux yeux des agents des Postes soit par suite d'imprudence du voyageur, soit même fortuitement. Par exemple, un vigneron, voulant justifier qu'il est porteur d'un passe-debout, remet aux agents qui l'interrogent en même temps que la pièce réclamée des lettres tombant sous l'application du monopole (4) ; un voyageur, en présence d'un agent ayant qualité pour saisir, laisse choir de sa poche une correspondance (5) ; une perquisition opérée sur un

(1) Cass. 12 nov. 1842. — DALL. J. G. N° 112.

(2) Inst. gén. Art. 849 et 850.

(3) Cass. 13 nov. 1834 et 11 juin 1842. — DALL. J. G. N° 118.

(4) Cass. 7 juin 1844. — DALL. J. G. N° 121.

(5) Cass. 25 juillet 1840 et 8 mai 1841. Inst. gén. art. 849. — Toulouse 1^{er} fév. 1844.

voyageur par des agents de la douane ou par un commissaire de police amène la découverte de lettres cachetées (1) : dans ces divers cas, il y a sujet à contravention, car la saisie des lettres décelées est une conséquence et non le but initial de la perquisition. Ajoutons qu'il est expressément interdit aux agents qui perquisitionnent de vérifier le contenu des lettres qu'ils saisissent : le secret des correspondances doit être absolument respecté (2).

2° PROCÈS-VERBAUX ; LEUR RÉDACTION

Le résultat de la perquisition peut être : (a) négatif : doit-on, dans ce cas, dresser procès-verbal de l'opération ? L'Instruction générale répond affirmativement. Remarquons cependant que le procès-verbal négatif est dispensé de la formalité de l'enregistrement et que l'original est adressé à la direction, sans qu'il en soit établi copie (3).

(b) positif : la contravention est indéniable, le procès-verbal doit la constater. Le P. V. dressé dans ce cas contiendra les mentions essentielles suivantes :

1° L'énumération très précise des lettres et paquets saisis, ainsi que celle des adresses inscrites. (Arrêté de Prairial, art. 5).

2° La description extérieure des objets litigieux : volume, forme des enveloppes, modes de fermeture, etc.

3° Le poids des dits objets : cette précision est indispensable pour légitimer le P. V. dressé (Inst. gén. art. 854).

4° Les noms, prénoms, profession et domicile des con-

(1) Cass. 27 mai 1840. — DALL. J. G. N° 121. — Cass. 30 mai 1844.

(2) Cass. 21 mai 1836. — 11 juin 1842. — DALL. J. G. N° 122.

(3) Inst. gén. Art. 855 et 856.

trevenants et s'il y a lieu, l'indication avec mêmes détails de l'entrepreneur civilement responsable.

Le P. V. doit être dressé en double expédition (Inst. gén. art. 852 et sq.). Il peut viser plusieurs objets saisis sur la même personne au cours d'une même perquisition; mais, s'il est fait plusieurs perquisitions distinctes, chacune d'elles nécessite un P. V. particulier (Bull. min. d'avril 1870 et mai 1883).

L'agent saisissant et le contrevenant doivent ensemble signer le procès-verbal, sur lequel chaque partie peut consigner ses observations ou réserves. Si le contrevenant refuse de signer, il est passé outre et fait mention de ce refus dans le P. V. La force probante des P. V. ainsi établis est celle de tous les actes dressés par des agents de l'autorité publique: ils font foi jusqu'à preuve contraire et sont dispensés de l'affirmation en justice. Les contrevenants sont admis à faire par témoins la preuve des faits qu'ils articulent (1).

Selon les textes combinés des lois du 22 Frimaire an VII, art. 20 et du 17 juin 1824, art. 10, dans un délai de quatre jours à partir de la rédaction du P. V., une des deux expéditions doit être revêtue de l'enregistrement. Il y a lieu cependant de faire une légère distinction: les P. V. dressés par les agents des postes eux-mêmes doivent être enregistrés dans les quatre jours qui suivent leur rédaction, car ils portent avec eux leur force et leur valeur. Mais pour les P. V. dressés par les agents d'autres administrations (douanes, octrois, etc.) et remis aux receveurs des Postes, nous pensons que le délai de quatre jours ne peut partir que du jour où le Receveur reçoit

(1) Cass. 22 août 1830 et 18 juin 1842.

les P. V. retournés par la Direction avec approbation et autorisation d'enregistrement.

Quand l'enregistrement a été effectué, le Receveur réunit les lettres et paquets saisis, les deux exemplaires du P. V., et envoie le tout à la Direction. Si le procès-verbal a été dressé par lui-même ou par ses agents, il le signe; cette formalité est inutile dans le cas où le P. V. a été dressé par des agents d'une autre administration. Cependant le Receveur doit signer le P. V. dressé par quiconque, si les objets saisis sont remis par lui au contrevenant sous paiement de la double taxe : il certifie ainsi la remise de ces objets. En tout état de cause, le Receveur doit vérifier la contravention relevée et son existence légale.

III. — Conclusion de la Procédure

Plusieurs hypothèses peuvent se présenter :

1° *L'Administration et le contrevenant sont d'accord pour transiger.* — Cette transaction peut intervenir avant ou après le jugement. L'Administration, le plus souvent, n'attend pas que le contrevenant la demande : elle la fait proposer à l'intéressé par l'intermédiaire du Receveur qui a dressé ou transmis le P. V. (1). La transaction doit être approuvée par le Ministre, et elle consiste habituellement dans le simple remboursement des frais d'enregistrement, augmentés d'une amende fixée d'après le tarif de 1855 (Décision ministérielle) (2).

(1) Ordonn. du 19 fév. 1843. — Déc. Min. du 11 mars 1896.

(2) Lettres dans un colis : ouvertes, 3 fr. — cachetées, 6 fr. — Lettres commerciales ouvertes ou cachetées, 6 fr. — Notes de commission : 9 fr., 15 fr. ou 30 fr., selon le cas.

Le contrevenant, en acceptant la transaction, verse entre les mains du Receveur les sommes qui y sont indiquées. Dans la pratique, quatre jours après le premier avertissement d'avoir à payer le montant de la contravention transigée, un deuxième avertissement est envoyé à celui qui n'a pas répondu. Si ce deuxième avis reste encore sans réponse, la Direction saisit alors le parquet du Procureur.

Que décider dans le cas où le contrevenant est réellement indigent? L'Administration peut accorder décharge complète, si l'intéressé fournit un certificat du maire de sa commune, visé par le sous-préfet. Ce certificat est transmis par le Directeur à l'Administration centrale, accompagné d'un avis motivé.

2° *Le contrevenant refuse de transiger.* — L'affaire est transmise au Parquet et jugée par le Tribunal correctionnel.

L'amende infligée en cas de condamnation varie de 150 à 300 fr. (Arrêté de Prairial, art. 5). Une loi du 24 août 1848 a abaissé le minimum à 16 francs, mais un nouveau texte de 1854 a porté à 3.000 francs le maximum en cas de récidive (1).

Les tribunaux peuvent ajouter à l'amende l'affichage du jugement au nombre de 50 exemplaires au plus (Loi de 1854, art. 21).

Le montant des amendes est versé à la Caisse du Receveur des Postes, qui en prend charge en recette (Arrêté de Prairial, art. 7). Ce produit est ainsi partagé : un tiers

(1) Il y a récidive, lorsque le contrevenant a encouru une autre condamnation pour transport frauduleux de correspondances, dans les 3 ans qui précèdent la deuxième condamnation.

à l'Administration, un tiers aux hospices des lieux, un tiers à ceux qui ont découvert la fraude et opéré la saisie (art. 8). Le premier tiers rentre en compte sur les livres de l'Administration ; le second tiers est mandaté par le Directeur, au nom du Trésorier-Payeur général du département pour l'œuvre des enfants assistés ; quant au troisième tiers, si les dénonciateurs appartiennent au service des Postes, il leur en est fait distribution par égales portions ; s'ils appartiennent aux autres administrations (douanes, octrois, gendarmerie), les mandats sont établis au nom de leur chef de service (receveur des douanes, préposé en chef, conseil d'administration de la gendarmerie départementale, etc.).

Il peut arriver enfin que le contrevenant demande à l'Administration de remettre les objets saisis à leur destinataire. Cette remise peut être faite, soit au destinataire, soit à l'expéditeur ; elle doit être accompagnée du paiement d'une double taxe (Décret du 2 Messidor an XII).

Vu : *Le Président de la Thèse*,
BRÉMOND.

Montpellier, le 13 janvier 1906.

Vu : *Le Doyen*,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 13 janvier 1906.

Le Recteur,
Ant. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

Belloc : Les Postes françaises. Firmin-Didot, 1886.

Bulœins : *Historia Universitatis.*

Duruy : Histoire des Romains.

Frault : *Manuel Postal*, 6^e édition.

Ilwoff : Histoire des Postes.

Jourdan et Decruzy : *Recueil général des Anciennes lois françaises.*

Mare (de la) : Traité de la Police. Paris, 1738.

Martin (Henri) : Histoire de France.

De Rotschild : Histoire de la Poste aux lettres.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	PAGES
Historique du monopole postal.....	5

DEUXIÈME PARTIE

CHAP. I. — Objet du monopole.....	31
CHAP. II. — Exceptions au monopole.....	38
CHAP. III. — Contraventions au monopole.....	64
